

LA TOILE
DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION



MONARCHISTES DE GAUCHE

LA TOILE NOUVELLE SÉRIE - NUMERO 9 - HIVER 2010/2011 - 5€



EDITIONS SYLM



SOMMAIRE

#9 - HIVER 2010/11

Editorial	3
Le Royalisme de Gauche	4-17
<i>Origines</i>	4
<i>France</i>	5-9
<i>Entretien avec Bertrand Renouvin</i>	10
<i>Portugal</i>	11
<i>Espagne</i>	12-13
<i>Cambodge</i>	14-16
<i>Russie</i>	17
<i>Les princes rouges</i>	18-19
Planète monarchiste	20-25
<i>Entretien avec Guillaume RUZOVYIO</i>	24-25
Le chant du SYLM	26-31
<i>Editorial SYLM</i>	27
<i>Etre mais avoir été...</i>	28
<i>Les Rencontres Royalistes</i>	29
<i>La paix sociale</i>	30-31

LA TOILE

DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION

Trimestriel - Numéro 9 - Hiver 2010/11

Président : **Sylvain Roussillon**

Directeur de la Publication : **Frédéric de Zarma**

Rédacteur en Chef : **Soreasmey de Khemara**

Rédacteurs : **Y. Aumont, Catoneo, J.P. Chauvin, Khemara, Kutusov, L. Marv-Laf, Praxagora, Sylvain, J. Taubel, Toubib, Zarma**

Rédaction : **latoile@monarchiste.com**

Maquette : **J. Taubel et Zarma**

Publicité : **regie@syml.info**

Abonnements : **abonnement@monarchiste.com**

Si vous souhaitez collaborer à la rédaction ou à la réalisation de La Toile, contactez notre équipe.

Publié par la Conférence Monarchiste Internationale
Réalisé et diffusé par SYLM

Crédit iconographique : tous les logotypes, images et graphismes sont la propriété de SYLM et de Zarma ou réputés libres de droits. Si vous possédez les droits sur une image, vous pouvez demander son retrait à la rédaction.



LA TOILE

Quatre fois par an quand il fait beau, La Toile met son gros doigt manucuré sur un sujet d'actualité ou de culture monarchiste et vous livre sa vision du monde qui vous entoure, avec des mots de trois syllabes et des références compréhensibles... une révolution, quoi.

Vous avez un talent de rédacteur, de maquettiste ou de graphiste et l'envie de sortir un peu du marécage de la querelle dynastique ? Rejoignez l'équipe éditoriale et contribuez à la diffusion d'une revue indépendante et objective pour renforcer les liens de la diaspora monarchiste et sauver la forêt amazonienne.



Vos idées, vos mots, votre mag'



Elargir notre spectre

par **Sylvain ROUSSILLON**

Secrétaire Général de la Conférence Monarchiste Internationale

« Nous ne sommes pas des royalistes de salon mais des royalistes révolutionnaires »

Henri Vaugeois, fondateur de l'Action française

Peut-on être de gauche et monarchiste ? Les notions même de gauche, comme de droite, sont-elles compatibles avec la mouvance monarchiste ? Dans la théorie, probablement pas. On voit mal, en effet, comment et pourquoi, un courant de pensée qui vise justement à dépasser ces notions partisans irait s'enchaîner à un qualificatif qui, loin d'être unitaire, est facteur de divisions et de luttes politiques et sociales.

Et pourtant, ces qualificatifs partisans existent bel et bien. C'est même essentiellement à travers eux que nos contemporains – et près de 60%¹ des royalistes – se déterminent politiquement. Qui plus est, ne sommes nous pas nombreux à confondre la Monarchie telle que nous voudrions qu'elle soit avec l'action politique monarchiste telle qu'elle est, ici et maintenant ?

Nous ne sommes pas la Monarchie, nous sommes, au mieux, les acteurs d'une intervention publique qui s'appelle le monarchisme. Ne confondons pas l'outil et l'œuvre. C'est pour cette raison qu'il ne nous a pas semblé incongru de poser la question, d'autant qu'elle trouve ou a trouvé des illustrations dans de nombreux pays, et dans des mouvances inattendues, à commencer par le légitimisme de la moitié du XIX^{ème} siècle.

Que la Monarchie soit le pouvoir d'un seul, même et surtout en ses Conseils, est une chose entendue. Mais le monarchisme, lui, est pluriel. Et c'est une bonne chose aussi, à bien y réfléchir. Nul, en France ou ailleurs, ne peut se prévaloir de détenir seul la vérité dans le domaine de l'action monarchiste.

Nous l'avons souvent écrit, dit et répété, notre communauté SYLM est ouverte et considère que la diversité doctrinale, l'addition de sensibilités différentes est une richesse pour le monarchisme. L'unité idéologique au travers d'un catéchisme bien rôdé, telle qu'elle est parfois exigée par certains petits abbés de la cause, serait intellectuellement paupérisante et paralysante sur le plan de l'action.

C'est ce que nous avons voulu montrer à travers ce numéro de *La Toile*. L'idée monarchiste appartient à tous ; chacun est donc libre d'y accoler ou non les adjectifs partisans qui lui conviennent. Après tout, les Evangiles ne nous disent-ils pas : « *Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père*² » ? Pourquoi ce qui semble valable pour le Royaume céleste ne le serait-il pas pour la Monarchie terrestre...

Bonne lecture.

1. Collectif, *Le Royalisme en France, état des lieux*, Editions SYLM, 2009

2. Jean 14/2



Aux origines du royalisme de gauche, le mouvement de la *Montagne Blanche* (1848-1850)

Royalisme de gauche ne rime pas obligatoirement avec monarchisme populaire. Ainsi, chouannerie et soulèvement vendéen ne sont pas l'expression d'un quelconque « royalisme de gauche », si ce terme avait d'ailleurs pu avoir un sens à l'époque...

La mise en place, tout au long du XIX^{ème} siècle, d'un clivage droite/gauche va cependant permettre l'émergence étonnante d'un premier courant original que l'on peut qualifier de premier royalisme de gauche. Or, très curieusement, ce courant ne naît pas dans le milieu orléaniste, mais est issu de la mouvance légitimiste, celle du midi de la France.



Dès le début des années 1830 et l'avènement de Louis-Philippe, les légitimistes sont apparus très divisés, tant sur le plan de la stratégie à suivre que sur celui des idées. Alors que certains se réfugient dans la nostalgie d'un temps qu'ils jugent eux-mêmes révolu, d'autres envisagent la voie légale, par le biais des élections, évoquant parfois le recours au plébiscite, tandis que certaines franges attendent que la Providence tranche enfin en leur faveur... Une partie non négligeable du courant légitimiste ne craint par ailleurs pas de se tourner vers la solution armée, et ce même après l'échec du soulèvement de la Duchesse de Berry. Ce serait une erreur de ne percevoir le légitimisme d'alors que comme un mouvement replié sur une simple fidélité dynastique et confit dans le souvenir des Lois Fondamentales... Le légitimisme — « les légitimismes », pourrait-on écrire — est pluriel, hétérogène, vivant et vivace.

En son sein existe une tendance dite « royaliste nationale » et animée par Antoine Genoude. Très active dans le Midi et notamment dans le Gard, cette tendance édite plusieurs journaux dont la *Gazette du Bas-Languedoc*, l'un des principaux journaux politiques de la région, et qui devient vite l'organe du petit peuple légitimiste opposé aux notables du parti. Cette évolution est parfaitement sensible après la révolution de 1848 et la chute de Louis-Philippe. On peut ainsi lire, non sans surprise, dans ce journal légitimiste en date du 5 mars 1848 : « *La France entière et bientôt l'Europe semblent devoir se presser autour du drapeau qui porte cette devise : Liberté, Egalité, Fraternité. Eh bien, nous voudrions que ce drapeau devînt désormais le nôtre, et*

que la devise fût à tous littéralement et intégralement appliquée [...]. Légitimiste ne signifie pas plus monarchie que démocratie ; le républicain est aussi Légitimiste à nos yeux que nous-mêmes. Les uns et les autres, nous croyons que tous les citoyens doivent vouloir ce que veut la Nation, que cela seul est légitime, de Droit divin ».

Ce mouvement, qui prend le nom de « Montagne Blanche » en référence aux Montagnards incarnant l'extrême-gauche, est particulièrement enraciné autour de Nîmes, Uzès, Saint-Gilles et Aigues-Mortes.

Effrayés par cette dérive, les autorités et les notables légitimistes reprennent en main la *Gazette du Bas-Languedoc* et présentent,

lors des élections de mai 1849, une liste légitimiste homogène et conservatrice qui est entièrement élue. Les tenants de la Montagne Blanche sont furieux d'avoir été aussi brutalement écartés. Dès le 1^{er} juillet 1849, ils lancent un nouveau journal, concurrent direct de la *Gazette du Bas-Languedoc*, et titré *L'Etoile du Gard*. Sa devise est : « *catholicisme, vote universel, appel au peuple* ».

En janvier 1850, une élection partielle permet à la Montagne Blanche de tester sa popularité tout en entraînant l'élection d'un républicain soutenu par les orléanistes et les bonapartistes :

Favand (Républicain) : 34.219 voix (49,91%)
Du Grail (Comité Légitimiste) : 22.719 voix (33,13%)
Lourdoux (Montagne Blanche) : 11.619 voix (16,94%)

Il faut noter que les voix de la Montagne Blanche se concentrent à plus de 90% dans les quartiers ouvriers des centres urbains comme Nîmes. A Aigues-Mortes, le candidat de la Montagne Blanche, est très largement en tête du vote des ouvriers des salines (photo).

Il y avait là, incontestablement, le ferment d'une expression électorale royaliste et ouvrière. Mais, la loi du 31 mai 1850 restreignant le suffrage universel d'une part, la condamnation du mouvement de la Montagne Blanche par le Comte de Chambord d'autre part, et l'instauration de l'Empire enfin allaient avoir raison de cette tentative inattendue et aujourd'hui oubliée.

• Sylvain •



Le Cercle Proudhon, la synthèse du nationalisme et du syndicalisme

La Royale, un chant révolutionnaire

« Tu n'étais pas un prolétaire / Libre artisan des métiers de jadis / A l'atelier, comme à la terre / Le roi, seul fort, protégeait les petits. / Abandonné l'ouvrier peine / Esclave hier, forçat demain / Entre les dictateurs de haine et ceux du capital sans frein ». Pour qui débarque à l'Action française, sans bien en connaître l'histoire, il peut être surprenant d'entendre chanter ce couplet de *La Royale* à la fin d'une réunion. La surprise peut se comprendre dans la mesure où « prolétaire », « esclave », « forçat » et « dictateurs du capital sans frein » relèvent en général plus du vocabulaire de la gauche que de celui de la droite, où l'on classe en général quiconque se réclame du royalisme.

« Nous sommes nationalistes et, par conséquent, nous avons l'esprit social. »¹

Pourtant, force est de constater, quand on se plonge un peu dans l'histoire de l'Action française que la question sociale est un point crucial dès l'origine, comme le souligne Bertrand Renouvin dans l'introduction de son livre *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*. « La période inscrite entre l'affaire Dreyfus et l'entrée en guerre de la France est sans conteste la plus étonnante de l'histoire de l'Action française. On y voit des monarchistes s'en prendre vigoureusement au capitalisme qu'avait défendu une partie de leurs aînés et entamer le dialogue avec un mouvement syndical qui apparaissait comme très éloigné des positions nationalistes et monarchistes »². La critique du capitalisme est liée à deux aspects fondamentaux de la pensée maurrassienne, la critique de la Révolution et le nationalisme. D'une part, « la loi Le Chapelier interdisant en 1791 aux ouvriers de se coaliser est la cause directe de l'apparition d'un prolétariat soumis à un capitalisme libéré. »³ D'autre part, Maurras et ses disciples critiquent le capitalisme au nom de la Nation et assignent une fonction à l'Etat dans la régulation de l'économie, critiquant de fait le libéralisme : « il a, sinon des fonctions d'économie, celle de contrôleur et de président de l'économie, et

nous entendons bien que sa protection ne s'arrête pas aux produits, elle doit s'étendre aussi et tout d'abord à l'homme, au producteur ». Dès 1901 dans *La Gazette de France*, Maurras critique la fameuse « main invisible » de Smith et l'équilibre automatique du marché : « Non la nature, non le jeu spontané des lois naturelles ne suffisent pas à établir l'équilibre économique »⁴.

Maurras et Sorel



Si de prime abord l'association de l'Action française et du socialisme peut ressembler au mariage de la carpe et du lapin, force est de constater qu'un certain nombre d'éléments les rapprochent : « la critique maurrassienne de l'individualisme et du libéralisme menait à des positions très semblables à celles des socialistes, qui, comme Maurras, proclamaient le bien public supérieur aux intérêts privés et, autant que lui, s'inquiétaient des périls de l'anarchie et de la tyrannie à l'intérieur d'une société complètement libre »⁵. Le rapprochement entre les deux écoles de pensée est aussi lié aux hasards. Hasard des rencontres,

en 1907, Maurras demande à s'entretenir avec Georges Valois, suite à la parution de *L'homme qui vient*. Il se trouve que le jeune homme est un disciple et ami de Sorel (ci-dessus). La conjoncture veut qu'au même moment le penseur socialiste, en 1907, prenne ses distances avec les syndicats auxquels il reproche leur volonté de coopérer avec les partis politiques. Maurras et Sorel se retrouvent non seulement sur la critique des partis et du parlementarisme, mais surtout sur celle de la démocratie et de Rousseau. « Le gouvernement par l'ensemble des citoyens n'a jamais été qu'une fiction... Jamais on a essayé de justifier ce singulier paradoxe d'après lequel le vote d'une majorité chaotique fait apparaître ce que Rousseau appelle la volonté générale qui ne peut crier »⁶, explique Sorel. Les deux maîtres sur ce point étaient faits pour s'entendre. De même les brochures de la C.G.T. attaquent le principe démocratique et dénoncent le concept de contrat social⁷.

De son côté Maurras explique comment le socialisme peut s'entendre avec le nationalisme : « Il y a opposition,

contradiction entre marxisme égalitaire et international et la protection de la nation et de la patrie. Mais un socialisme libéré de ses éléments démocratiques et cosmopolites peut s'allier au nationalisme comme s'ajuste le gant bien fait à la belle main »⁸.

Les événements de Draveil et Vigneux



LES GREVES DE DRAVEIL-VIGNEUX
La Journée Sanglante du 30 Juillet
4 Avant le meeting - Vendeur d'églantines

Un autre fait explique aussi le rapprochement de l'Action française et des milieux ouvriers, la politique répressive menée par le gouvernement contre les grèves. Les événements de Draveil et Vigneux (ci-dessus) en sont un exemple représentatif où l'Action française se démarque de tous les autres mouvements politiques. Le 2 juin 1908, une bagarre entre la gendarmerie et des ouvriers des sablières en grève fait un mort chez les grévistes et les meneurs sont arrêtés. La Fédération du bâtiment décide alors une journée de grève générale le 30 juillet suivant. Le gouvernement de Clemenceau décide de faire intervenir l'armée : trois morts, des dizaines de blessés et les chefs de la C.G.T. arrêtés. La presse unanimement condamne l'organisation syndicale, sauf *L'Action Française*, qui défend la C.G.T. contre le gouvernement de Clemenceau⁹. Le rapprochement entre les royalistes et les organisations ouvrières est consommé, comme le montre l'épisode du 3 août où les grévistes pendent symboliquement la République, ce qui fait dire à Maurras que « la pendaison de Marianne devant la Bourse du Travail est l'acte le plus significatif de notre histoire depuis le 14 juillet 1789 »¹⁰.

En marche vers le Cercle Proudhon

En 1910 Sorel écrit dans *L'Action Française* où on le présente comme le « plus puissant et pénétrant des sociologues français »¹¹. Dans la foulée, nationalistes et syndicalistes décident de créer une revue commune, *La Cité française*. « La revue s'adresse aux hommes raisonnables qu'incommodent l'orgueil stupide de la démocratie, la sottise humanitaire, les modes venues de l'étranger »¹². « On abandonna par la suite cette Cité que remplaça au printemps 1911 la plus étonnante des revues socialistes-nationalistes, *L'Indépendance*. »¹³ La revue est surtout animée par la critique virulente du système par Sorel. Les collaborateurs royalistes de la revue ne se satisfont pas de la seule dimension de critique sociale. « Politique d'abord » : ils se veulent aussi une force de proposition et donc d'action à terme. C'est ainsi qu'en décembre 1911, à l'Institut d'Action française, le Cercle Proudhon tient sa première réunion, avec Maurras à la tribune.

C'est au bouillonnant Henri Lagrange que le Cercle Proudhon doit sa naissance, comme le rapporte un autre des membres fondateurs, Georges Valois : « Au mois de mai dernier [1911], quelques uns de nos étudiants me prièrent de me joindre à eux pour organiser un cercle d'études non point sociales, mais économiques. Je ne veux point vous cacher le nom de celui de nos amis chez qui cette idée est née dans la forme que je vous indique. C'est Henri Lagrange »¹⁴. Ce « prince de la jeunesse »¹⁵ est une des figures mythiques, si l'on peut dire, des militants de l'Action française. Né en 1894, Lagrange adhère à l'âge de 13 ans au mouvement royaliste. A 16 ans il publie de très pertinents articles de critique littéraire dans *La Revue Critique des Idées et des Livres*, ce qui ne l'empêche pas d'être aussi un homme d'action, toujours présent dès qu'il s'agit de jouer des poings. Cheville ouvrière du Cercle sur le plan intellectuel, il l'est aussi avec les ouvriers, sachant se montrer à leurs côtés lors des manifestations. Maurras lui rendra d'ailleurs hommage, malgré leurs différends, dans la préface qu'il donne à l'édition posthume des travaux de Lagrange : « tout le monde n'a pas été Henri Lagrange, tout le monde n'a pas goûté cette vie violente à vingt ans. »¹⁶

Cahiers du Cercle Proudhon

DÉCLARATION

Les Français qui se sont réunis pour fonder le Cercle P.-J. Proudhon sont tous nationalistes. Le patron qu'ils ont choisi pour leur assemblée leur a fait rencontrer d'autres Français qui ne sont pas nationalistes, qui ne sont pas royalistes et qui se joignent à eux pour participer à la vie du Cercle et à la rédaction des Cahiers. Le groupe initial, ainsi étendu, comprend des hommes d'origines diverses, de conditions différentes, qui n'ont point d'aspirations politiques communes, et qui exposeront librement leurs vues dans les Cahiers. Mais, républicains fédéralistes, nationalistes intégraux et syndicalistes, ayant résolu le problème politique ou l'éloignant de leur pensée, tous sont également passionnés pour l'organisation de la cité française selon des principes empruntés à la tradition française qu'ils retrouvent dans l'œuvre proudhonienne et dans les mouvements syndicalistes contemporains, et tous sont parfaitement d'accord sur ces points :

La démocratie est la plus grande erreur du siècle passé. Si l'on veut vivre, si l'on veut travailler, si l'on veut posséder dans la vie sociale les plus hautes garanties humaines pour la Production et pour la Culture, si l'on veut conserver et accroître le capital moral, intellectuel et matériel de la civilisation, il est absolument nécessaire de détruire les institutions démocratiques.

La démocratie idéale est la plus sottise des rêveries. La démocratie historique, réalisée sous les couleurs que lui connaît le monde moderne, est une maladie mortelle pour les nations, pour



Il ne s'agissait pas dans l'idée des fondateurs (Valois, Lagrange, Berth, Galland, Maire, Marrans, Wasier, Vincent) de se limiter aux royalistes, le Cercle Proudhon met en œuvre en quelques sortes le compromis nationaliste comme l'indique les premières lignes du premier des *Cahiers du Cercle Proudhon* : « *Républicains, fédéralistes, nationalistes intégraux et syndicalistes, ayant résolu le problème politique ou l'éloignant de leur pensée, tous sont également passionnés pour l'organisation de la cité française selon les principes empruntés à la tradition française qu'ils retrouvent dans l'œuvre proudhonienne et dans les mouvements syndicalistes contemporains.* »¹⁷

Une synthèse originale

A la lecture des *Cahiers*, on comprend que la référence à Proudhon n'est pas vaine puisque la plupart des articles sont consacrés à défendre sa pensée ainsi que celle de Sorel. Comme le souligne B. Renouvin, le Cercle prend des libertés par rapport à la pensée d'Action française : « *On ne peut pas dire que ces analyses, souvent brillantes, étaient d'une stricte orthodoxie maurrassienne. On exaltait Proudhon et Sorel, mais il n'était guère fait mention du corporatisme, de La Tour du Pin, de tout ce qui constitue la doctrine sociale élémentaire de l'Action française.* »¹⁸ Le moins que l'on puisse dire est que les rédacteurs ont tenté une synthèse – au sens hegelien du terme – très originale entre la pensée contre-révolutionnaire et la pensée socialiste. L'analyse que Lagrange propose de la lutte des classes en est un exemple : « *Ce malheureux mot de classe que l'imbécillité démocratique avait voulu supprimer de notre vocabulaire politique, vient affirmer la plus profonde erreur révolutionnaire de 89, l'égalitarisme. Et pour que la démonstration des vérités contre-révolutionnaires fût complète, on a vu, cent ans après la Déclaration de Droits de l'Homme, s'élever sur les ruines de l'anarchie républicaine une organisation uniquement ouvrière : la C.G.T.* »¹⁹

Le Cercle et l'Action Française

L'union de ces deux mouvements de pensée repose donc sur un certain nombre de points communs : l'antiparlementarisme, la dénonciation du capitalisme et de la « ploutocratie », le réalisme social. Néanmoins, le Cercle Proudhon reste en quelque sorte en marge des activités de l'Action française, même si *L'Action Française* reprend un bon nombre des analyses des *Cahiers*. Mais Maurras, plus contre-révolutionnaire, ne partage pas la lecture que Valois et Lagrange font de Sorel et Proudhon, même s'il apprécie chez ce dernier le caractère patriote, anti-ploutocrate, plutôt favorable

à la famille. Le vieux Maître s'oppose aussi aux plus jeunes, notamment Henri Lagrange, qui croient, à la veille de la Première Guerre Mondiale que le coup de force est possible. L'opposition entre les deux hommes ira jusqu'à l'exclusion de Lagrange qui tenta – rien de moins – de prendre la tête de l'organisation royaliste. Leur querelle prit fin au moment de la guerre.

Une brève aventure

La guerre met un terme à l'aventure du Cercle Proudhon. La plupart des rédacteurs sont jeunes, ils sont mobilisés. Certains, comme Lagrange, trouveront la mort dans le conflit. D'autres, comme Valois, quittent après la guerre l'Action française, pour fonder *Le Faisceau*.

Ainsi l'aventure du Cercle Proudhon n'aura duré que trois ans. Ancrés dans leur époque et dans les problèmes sociaux et économiques de leur temps, les hommes qui la menèrent surent à la fois être des forces de proposition et de synthèse sans jamais renoncer à ce qu'ils étaient, des monarchistes.

• Praxagora •

Notes et références

1. Charles Maurras, *L'Action Française*, 23 mars 1908.
2. Bertrand Renouvin, *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*, Paris, Ars magna, coll. Lys rouge, 1983.
3. *Ibid.* p. 13
4. Article cité par Renouvin, *ibid.* p. 15.
5. Eugène Weber, *L'action française*, Paris, Fayard, coll. Pluriel, 1985, p. 92.
6. Sorel, « L'avenir socialiste des syndicats ». Texte cité par B. Renouvin, *op. cit.* p. 76
7. *Ibid.* p. 77.
8. Maurras, *Dictionnaire politique et critique s.-e. Socialisme*.
9. Les différents articles de Maurras sur cet épisode peuvent être consultés sur le site maurras.net à l'adresse suivante : <http://maurras.net/textes/9.html>
10. Maurras, *L'Action Française* du 4 août 1908.
11. Texte cité par Eugène Weber, *op. cit.* p. 94.
12. Propos de Sorel cité par Eugène Weber, *ibid.*
13. *Ibid.*
14. Propos cités par Renouvin, *op. cit.* p. 94.
15. C'est ainsi que Maurras surnommait Lagrange.
16. Henri Lagrange, *Vingt ans en 1914*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1920, p.VIII.
17. *Cahiers du Cercle Proudhon* n°1, p. 1 janvier-février 1912. Les quatre premiers numéros des *Cahiers* peuvent être consultés sur le site de la BNF : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32735652k/date>
18. Renouvin, *op. cit.* p. 97
19. « Syndicalisme et nationalisme », conférence reproduite dans Henri Lagrange, *Vingt ans en 1914*, Paris, 1920, p. 124.



Le Mouvement Socialiste Monarchiste (1945-1947)

À la fin de la Seconde Guerre Mondiale, alors que l'Action française peine à se relever en l'absence de son chef Charles Maurras emprisonné, d'autres royalistes relèvent le flambeau sous la bannière socialiste.



Emmené par Jean-Marc Bouquin, le Mouvement Socialiste Monarchiste (MSM) fait son apparition sur la scène politique de la France d'après-guerre. Le MSM se réclame de René de La Tour du Pin, auteur du célèbre livre *Vers un ordre social chrétien* (1882), véritable programme social monarchiste. S'il entend littéralement faire

du Maurras sans Maurras, le MSM reste confus dans sa doctrine. L'essentiel porte avant toute autre chose sur une restauration monarchique dans le style des pays nordiques. Ce n'est pas la première fois que des monarchistes tentent de séduire un milieu populaire resté dans sa majorité imperméable à leurs thèses. Dès 1882 la Ligue Populaire Monarchiste se prononçait largement en faveur du corps ouvrier et paysan, fer de lance de la nation. Elle recueillit des milliers d'adhérents avant de disparaître subitement en septembre 1885. Même le Comte de Chambord, Henri V (ci-dessus), y était allé de son laïus en 1865 avec sa *Lettre aux ouvriers*. Le chemin était donc tout tracé pour le MSM.

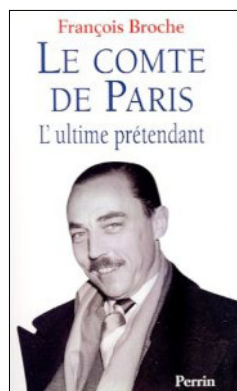
L'aventure sera toutefois courte, à peine dix-huit mois : de décembre 1944 à juillet 1946. Le Mouvement Socialiste Monarchiste se veut une alternative entre la droite et la gauche communiste. Le socialisme au service de l'Etat et du Roi ! Le MSM édite clandestinement et bimensuellement un petit journal nommé le *Lys Rouge*. Mais subissant les foudres de la censure gouvernementale, le journal devra changer plusieurs fois de nom au cours de sa brève existence : *L'Avant-Garde Royaliste*, *L'Action Royaliste*, *Voie royale*... A Paris et dans quelques villes de province, le succès est au rendez-vous, les réunions attirent du monde. Des ouvriers de Renault sont vus distribuant ouvertement le *Lys Rouge* dans leur usine. Toutefois le MSM doit faire face à la double hostilité du prétendant, le Comte de Paris, qui n'apprécie guère son indépendance, et des maurrassiens qui refusent de le soutenir dans ses entreprises électoralistes. Lors du scrutin municipal d'octobre 1945, deux listes sont présentées dans les 1^{er} et 2^{ème} secteurs de Paris. Le Mouvement Socialiste Monarchiste y obtient respectivement 5.627 voix et

7.152 voix. Un score non négligeable mais loin du compte pour transformer l'essai.

Et de fait le MSM n'a plus que quelques mois à vivre. Même s'il arrive à attirer quelques groupuscules, tels que les providentialistes de l'Étendard, le mouvement de Jean-Marc Bouquin choisit dès l'été 1946 de se fondre dans les Comités Monarchistes que vient de lancer le Comte de Paris. Si certains, tout en restant au Comité Central Monarchiste cher au prétendant, lancent un Bureau d'Action Socialiste Monarchiste, d'autres créent un Centre d'Etudes Monarchistes, qui édite notamment *Jours Nouveaux*. Ses principaux animateurs vont toutefois vite rejoindre l'Internationale Ouvrière de la SFIO. Jean-Marc Bourquin quant à lui va se rapprocher de l'Action française avant de collaborer à la *Nation Française* de Pierre Boutang (ci-dessus) de 1955 à 1967 ; il mettra ensuite terme à toute fonction au sein de la mouvance royaliste.



Au final le MSM n'a guère de poids dans la mémoire militante des royalistes. François Broche, auteur du *Comte de Paris, l'ultime prétendant* le qualifie « d'organisation fantomatique ». Un jugement dur mais réaliste sur cette brève expérience socialisante des monarchistes. Un royalisme de gauche présenté par Karl Marx dans son *Manifeste du Parti Communiste* comme un vulgaire socialisme féodal. Tout était dit !



• Loïc Marv-Laf •

LA TOILE VOUS PLAÎT ?
IL EXISTE UN MOYEN DE LE MONTRER...

Participez au financement et au développement de votre journal ; permettez-lui de devenir bimestriel en effectuant un don en-ligne sur :

<http://latoile.monarchiste.com>



La tentation mao du Lys Rouge (1970)

Cet article a été initialement publié dans le Lys Rouge N°49

Après Mai 68, le mouvement royaliste d'Action française, intitulé (depuis 1955) Restauration Nationale, voit ses effectifs étudiants fortement progresser. Mais, dans cette période de fortes pressions idéologiques, les jeunes maurrassiens sont de plus en plus en situation de « contre-dépendance » vis-à-vis des groupes gauchistes. Cela entraîne une certaine frustration chez de nombreux royalistes, jaloux des succès apparemment « faciles » de l'extrême-gauche et, également, une relecture des textes fondateurs de l'A.F. (avec la redécouverte d'un Maurras « contestataire », voire « socialiste »...). Du coup, le discours des jeunes royalistes cherche, non pas à nier Mai 68, mais à le dépasser ou plutôt à le mener à son aboutissement monarchique : le slogan *Monarchie populaire* est caractéristique de l'état d'esprit des jeunes d'A.F., un état d'esprit « révolutionnaire » qui rompt avec le « conservatisme » des dirigeants d'*Aspects de la France*.

À l'automne 1970, un étrange bulletin ronéotypé d'une feuille recto-verso circule dans les rangs royalistes. Il s'agit du *Lys rouge* qui, par son sous-titre, se revendique du « socialisme monarchique ». En fait, derrière la signature de Christian Masson, son animateur, ce sont certains responsables étudiants de la R.N. qui sont à l'origine de ce petit feuillet considéré comme « subversif » par la direction de cette même R.N. S'agit-il de tester les réactions de l'appareil du mouvement face à certaines démarches idéologiques nouvelles à l'A.F. ? Ou bien d'avancer simplement des idées capables d'attirer des jeunes proches du gauchisme ? Ou n'est-ce pas aussi un moyen de calmer l'impatience des jeunes militants d'A.F. agacés par l'immobilisme doctrinal et politique de la R.N. ? Sans doute un peu de tout cela à la fois... Toujours est-il que ce feuillet, par son style et par ses thématiques, préfigure ce que sera la future Nouvelle Action Française : un style vif, voire agressif, tout à fait dans l'esprit de l'époque ; des thématiques néomaurrassiennes, voire post-maurrassiennes. Les deux numéros recensés de ce *Lys rouge* (un troisième avait été rédigé après la naissance de la Nouvelle Ac-

tion Française, mais, jugé inopportun et trop excessif par Yvan Aumont, il n'a pas été diffusé) développent, avec un vocabulaire très « idéologique », l'idée que la démocratie n'est que le « régime de la bourgeoisie » et que la seule solution pour rendre le pouvoir au peuple passe par le rétablissement de la monarchie : « De par l'origine de son pouvoir, dépendant de l'opinion, facile à créer et à orienter par le biais des journaux, inféodés par la publicité, la Démocratie était le régime rêvé pour la Bourgeoisie puisque, par ailleurs, détournant les légitimes revendications populaires sur le terrain idéologique, elle fait participer les travailleurs à leur propre exploitation (...).

Une véritable socialisation passe donc par la lutte contre l'État bourgeois, donc contre les principes démocratiques, qui conduisent à la destruction de la société et à la substitution du clivage entre possédants et prolétaires (...).

Seule la restauration de la Monarchie, dont l'hérédité du pouvoir assure l'indépendance vis-à-vis des groupes sociaux dont elle doit coordonner l'action et arbitrer les conflits, au seul niveau national, peut permettre une réelle socialisation du pays. La Monarchie a montré son attachement à la cause populaire dans sa lutte contre les Féodaux (...). La Monarchie, seule voie française vers le socialisme sera populaire ou elle ne sera pas. »

Ces feuillets s'en prennent aussi à la « Gauche marchande » en des termes proches de ceux des maoïstes de la Gauche Prolétarienne, et revendiquent « l'auto-gestion ouvrière » pour briser le capitalisme ennemi... Christian Masson, initiateur de ce Lys rouge deuxième version, disparaîtra d'ailleurs bientôt des réunions royalistes pour rejoindre les maoïstes de *L'Humanité rouge*. Il se retrouvera néanmoins avec ses anciens amis royalistes lors d'une réunion organisée conjointement par la Nouvelle Action Française, les jeunes gaullistes de gauche de l'U.J.P. (Union des Jeunes pour le progrès) et le PCMLF (maoïstes) en mars 1975, sur le thème « France-Tiers monde, solidarité » : il est alors membre du service d'ordre maoïste...

• Jean-Philippe Chauvin •



"Consenti", alors vous dire, après J.F.C., Dolanar et l'U.P., si se trouve encore des candidats pour revivifier la vieille querelle entre les socialistes et les monarchistes, tantôt par les agitations de toute activité et de tout corps social, tantôt par l'union sociale, technocratique de la nouvelle bourgeoisie, enfin, enfin, enfin, du jour de la propriété, et par la même, libérée de toute responsabilité...

LE SOCIALISME :

Laissant aux bataillons et aux charlatans de faire électurer les le plus de jour sur les cotes, les ne retiendront du terme que son origine, aux profondeurs implications : socialistes, que l'union des deux, la "véritable" garantie du droit individuel, droit de gérer, selon les lois de la "véritable" les affaires communales, professionnelles, universitaires et économiques, les structures sociales, de la commune à la région, de l'entreprise à la province d'industrie, se passant le pouvoir de commander les libertés et d'autoriser, selon le principe de subsidiarité.

LA PROPRIÉTÉ :

La meilleure garantie de ces libertés réside dans la propriété privée, car elle est la seule condition de la liberté personnelle. La propriété privée, de même que tout pouvoir personnel sur des biens matériels, assure à chacun une zone d'autonomie personnelle et familiale ; il faut les regarder comme un prolongement de la liberté personnelle... Enfin, en stimulant l'exercice de la responsabilité, elle constitue l'une des conditions des libertés civiles". (Section II.)

Propriété comme son droit d'usage et d'abus par les libéraux, mais comme repart contre le "statutisme" et fonction sociale créatrice de valeurs envers la communauté.

"La propriété, et ce la même à l'origine, est un principe vital - en soi et antiscial, mais destiné à devenir, par sa généralisation même et par le concours d'autres institutions, le pivot et le grand ressort de tout le système social..." (P. 300-301.)

LES COOPÉRATIVES :

**Bertrand RENOUVIN**

Directeur politique de Royaliste

La NAR est-elle de gauche ? Entretien avec Bertrand Renouvin

A 67 ans, Bertrand Renouvin reste une figure incontournable du paysage royaliste français. De la Nouvelle Action Française à la Nouvelle Action Royaliste, en passant par le Pôle républicain, les prises de position du journal dont il est le directeur politique lui ont valu une étiquette de « royaliste de gauche ». Rencontre avec un royaliste très politique.

Bertrand Renouvin, pouvez-vous vous présenter et présenter la NAR ?

La Nouvelle Action Royaliste fêtera son quarantième anniversaire au printemps prochain. Notre mouvement a connu une longue révolution intellectuelle et politique, au double sens du mot révolution : bouleversement et retour. Nous avons rompu avec la tradition de l'Action française puis avec le maurrassisme et nous nous sommes clairement séparés de la droite classique sans nous aligner pour autant sur la gauche, sur le gauchisme ou sur l'extrême-gauche. Dans le même temps, nous avons fait un retour au royalisme, dans la fidélité à la tradition capétienne incarnée par le défunt Comte de Paris dont nous avons été proches et qui approuvait nos ruptures idéologiques et nos nouvelles orientations politiques – y compris quand nous avons appelé à soutenir François Mitterrand.

Bien que l'on vous traitât de Maorassien au début de l'aventure de la NAF en 1971, pensiez-vous devenir un symbole de ce que certains nomment le royalisme de gauche ?

Maorassien ! Le mot faisait mouche en 1971 mais cette invention journalistique n'a jamais correspondu à une réalité. Nous n'avons jamais eu la moindre sympathie pour la « révolution culturelle » chinoise et les amitiés que nous avons nouées avec certains gauchistes, sous l'égide de Maurice Clavel, n'étaient pas marquées par la complaisance idéologique.

Quant à moi, je ne suis le symbole de rien du tout (la direction de la NAR est collective) et le mouvement auquel j'appartiens a toujours refusé d'être classé à gauche. Il est vrai que nous avons appelé à voter pour François Mitterrand mais après 1981 le président de la République avait souhaité que nous formions avec les gaullistes ralliés à sa candidature une troisième composante de la majorité présidentielle. Une nouvelle tentative a eu lieu après 1988 avec « France unie » mais ces rassemblements ont été des échecs. Ils démontrent en tous cas que nous n'étions pas inféodés au Parti socialiste : les relations avec la « rue de Solferino » ont toujours été tumultueuses et nous avons rompu avec la direction socialiste en 1994.

Comment définiriez-vous votre famille de pensée ?

La Nouvelle Action Royaliste est l'expression actuelle du royalisme républicain : notre projet royaliste a pour souci

premier la *res publica*, le bien commun qui n'est jamais mieux servi que par un pouvoir légitime. Cela signifie que la République n'est pas un régime, mais l'idéal de la raison politique : on ne saurait donc l'opposer au régime monarchique en général et à la monarchie royale en particulier.

Cette conception nous relie au « parti des politiques » du XVI^{ème} siècle, aux monarchiens et aux monarchistes libéraux qui ont été les auteurs positifs de la Révolution française et qui ont rédigé la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Elle nous relie à la tradition gaullienne et c'est ce royalisme républicain qui explique notre présence à la direction du Pôle républicain brièvement rassemblé par Jean-Pierre Chevènement.

Est-il possible de cliver le royalisme entre droite et gauche alors que la figure du Roi devrait rassembler ?

Le prince héritier de la tradition capétienne n'existe pas pour réunir les royalistes mais pour être un recours pour l'ensemble de la nation. Le royalisme n'est pas divisé entre une droite et une gauche mais il existe plusieurs familles : outre notre courant royaliste républicain, on compte une tendance absolutiste (les héritiers de l'Action française), des royalistes libéraux, socialistes, démocrates-chrétiens... C'est une anticipation de ce que deviendront les royalistes après l'instauration de la monarchie : ils disparaîtront en tant que tels (« la monarchie n'est pas un parti ») et ils rejoindront diverses traditions politiques, comme en Espagne, en Grande-Bretagne et dans toutes les monarchies libérales et démocratiques.

Par un raccourci journalistique récent, votre nom fut associé à un nouveau Front républicain destiné à s'opposer au FN, pensez-vous cependant que le royalisme politique a un avenir et sous quelles formes ?

L'opposition au Front national n'est pas notre raison de vivre et le « Front » que vous évoquez n'aura d'intérêt que s'il défend un plan de redressement économique et social inspiré par la fidélité au programme du Conseil national de la Résistance. Notre action royaliste s'inscrit dans l'esprit des révolutions de 1944-1945 et de 1958 : il s'agit pour nous et pour bien d'autres patriotes de rétablir l'autorité de l'État sur l'économie et la finance, de refonder l'Europe selon un projet confédéral, de renforcer notre Défense et de redonner sens à notre politique étrangère. Cela sans perdre de vue la finalité propre à notre mouvement : aller démocratiquement de la monarchie républicaine à la monarchie royale.

• propos recueillis par **Toubib** et **Yvan Aumont** •

Pour en savoir plus...

Site de la Nouvelle Action Royaliste

<http://narinfo.voila.net/accueil.htm>

Site des archives de la NAF, de la NAR et de leurs journaux

<http://www.archivesroyalistes.org/>

Blog de Bertrand Renouvin

<http://www.bertrand-renouvin.fr/>



Le PPM et le MTP : de la monarchie populaire à l'ouverture écologique

Cent ans après la chute de la royauté, deux partis politiques continuent d'animer le courant monarchiste sur des positions originales : de la monarchie populaire à l'ouverture écologique...



La révolution d'octobre 1910 et la république qui lui succède n'auront pas mis fin aux espoirs des monarchistes portugais qui continuent la lutte parfois violemment. L'établissement de l'Estado Novo en juillet 1932 par le Premier Ministre Antonio De Oliveira Salazar (ci-dessus avec Franco) ravive les ambitions royalistes. Le nouveau régime se veut autoritaire, catholique, corporatiste et traditionnel. L'Integralismo Lusitano (IL) qui l'anime s'inspire directement de l'Action française et de Charles Maurras. Toutefois, en dépit de leur participation au gouvernement et des promesses répétées de restauration, les royalistes déchantent et, dès les années 50, rallient l'opposition au régime.

Dans la lignée de l'IL, différentes formations royalistes se lancent, comme le Mouvement Monarchiste Populaire (1957), Rénovation Portugaise (1969) ou encore Convergence Monarchique (1970). Toutefois c'est la « Révolution des Œillets » (1974) et la fin de l'Estado Novo qui décident les monarchistes à s'unifier au sein du Parti Populaire Monarchiste (Partido Popular Monárquico, PPM). Ce mouvement, créé le 23 mai 1974, s'inscrit nettement à gauche sous la direction de son président l'agronome Gonçalo Ribeiro Telles. Les royalistes plus conservateurs soutiennent pour un temps l'initiative, la restauration de la monarchie étant le seul but recherché. Pour parachever cet objectif, le PPM n'hésite pas entrer en campagne aux côtés des

sociaux démocrates et des centristes au sein d'une Alliance Démocratique. C'est un succès puisque six députés PPM entrent au parlement en 1979, Ribeiro Telles devenant quant à lui Ministre à la qualité de la vie de 1981 à 1983. Il est alors un des premiers hommes politiques du pays à s'intéresser aux questions environnementales. Dès lors, de 1983 à 2010, le PPM présente des candidats à de nombreux scrutins législatifs et européens. Toutefois l'Alliance Démocratique est dissoute et, privé du soutien de ses alliés, le PPM ne parvient plus à dépasser 1% des voix. Il faut attendre 2010 pour que l'actuel leader du parti, Paulo Estêvão, soit élu au Parlement autonome des Açores.

Entre temps, désormais en rupture avec la direction du parti qu'il a fondé, Ribeiro Telles quitte le PPM le 13 août 1993 pour lancer le Mouvement de la Terre (Movimento o Partido da Terra, MPT). Le nouveau parti reste royaliste mais s'affirme comme la première formation écologiste du pays, en revendiquant notamment une meilleure gestion des ressources naturelles du Portugal. Pour les élections législatives de 1995 le PPM et le MPT s'entendent et font cause commune, en dépit de la constitution d'une liste dissidente du MPT. C'est un échec, la rupture politique et idéologique est désormais définitive entre les deux formations. Son étiquette monarchiste en berne, le MPT ne réussit toutefois guère mieux que son rival du PPM. Ainsi rallié à la bannière de Libertas, le MPT subit une défaite lors des élections européennes de 2009. Il parvient toutefois à faire élire la même année deux conseillers municipaux et dix-sept membres des assemblées municipales lors de scrutins locaux.

En dépit de son faible poids électoral et de sa division, le courant royaliste socialisant, incarné tant par le PPM que par le MPT, est désormais profondément ancré dans le paysage politique du pays. Une réussite dans l'histoire du monarchisme européen.

• **Loïc Marv-Laf** •

Pour en savoir plus...

[Page SYLMpedia du PPM](#)

http://wiki.sylm.info/index.php/Partido_Popular_Monárquico

[Site du PPM](#)

<http://www.ppm.pt/home.php>

[Site du MPT](#)

<http://www.mpt.pt>



1916-1930

L'aventure du socialisme monarchiste espagnol

L'Espagne du début du XX^{ème} siècle est un pays dont les élites viennent de réaliser assez brutalement, à la suite de la très rapide défaite militaire contre les Etats-Unis (1898), que leur patrie était devenue une nation secondaire. La vie politique, économique et sociale de l'Espagne est par ailleurs empoisonnée par d'insurmontables antagonismes et par des difficultés jusque là insolubles. Aux violences anarchistes répond la répression militaire ; aux grèves socialistes répondent les violences des hommes de main du patronat espagnol ; au centralisme de la monarchie alphonseine répondent les nationalismes catalans, basques ou galiciens. L'Espagne, observée sous les angles sociaux, politiques et géographiques est sur le point de se désagréger.

C'est dans ces circonstances qu'un groupe d'intellectuels et d'ouvriers à l'idée de créer, en janvier 1916, l'*Acción Protectora del Obrero socialista monárquico español* (APOSME, l'Action Protectrice de l'Ouvrier socialiste monarchiste espagnol).

Ce nouveau mouvement est présidé par Don José Ferrando Albors, un intellectuel, secondé au poste de Secrétaire général par l'ouvrier Juan Canals. Les objectifs du mouvement sont au début assez flous, teintés d'un paternalisme de bon aloi. C'est en 1919, avec l'arrivée au secrétariat général de Fernando Aspas que le nouveau mouvement va connaître une évolution significative. Aspas lance en effet l'APOSME dans une grande campagne en faveur de l'amnistie générale pour tous les ouvriers et militants syndicaux emprisonnés à la suite des grèves des années précédentes. Cette initiative vaut une certaine notoriété aux socialistes-monarchistes (salués par des journaux comme *La Vanguardia* de Barcelone). C'est en effet en Catalogne que le mouvement semble le mieux implanté. La multiplication de ses adhérents amène d'ailleurs Aspas à le métamorphoser en véritable parti politique en 1922 sous le nom de *Partido Socialista Monárquico Obrero (Alfonso XIII)* (Parti Socialiste Monarchiste Ouvrier - Alphonse XIII).

Le jeune PSMO dispose alors de plusieurs sections et groupes en Catalogne, d'une implantation à Madrid, et de quelques noyaux épars (Cordoue, Badajoz, etc).

Le PSMO est toléré, comme la plupart des formations politiques et syndicales, par la dictature militaire instaurée le 13 septembre 1923 par le général Miguel Primo de Rivera (père du futur fondateur de la Phalange espagnole). Cette dictature - certains historiens la surnomment la « dictadouce » — s'instaure avec l'aval complet du Roi et se fixe quatre objectifs : gagner la guerre du Rif au Maroc, renouer le dialogue social entre patronat et salariés (le régime met en place, avec un certains succès, des commissions paritaires d'arbitrage des conflits sociaux, auxquels des socialistes comme Francisco Largo Caballero consentent à participer), calmer la situation politique intérieure et relancer l'économie.

C'est dans ces conditions que le PSMO va continuer son développement. Si ses effectifs semblent relativement modestes (7.000 à 9.000 adhérents), il dispose, à la fin des années 1920 de comités locaux dans toutes les provinces d'Espagne. A la même époque, en plus de cette organisation géographique horizontale, il met en place une structuration verticale. Outre José Ferrando Albors, Président du parti et Fernando Aspas, Secrétaire général, Jaime Batariu Perearnau assume la Vice-Présidence, Ramón Payarols Tarragó la trésorerie, José Raurell Comerme est chargé de

l'Action politique et de la propagande, doña Adela González Florit de l'Action sociale, Manuel Alvarez Fernández dirige la Section culturelle. Par ailleurs, Morillo de Eza représente les sections des ouvriers de l'industrie, doña Angeles Suarez les noyaux prolétaires féminins, Rodriguez Polo les agents de la fonction publique, le señor Juan Cuesta les employés de commerce, Francisco Cardo Riesco les ouvriers et employés des transports.

Le PSMO dispose par ailleurs d'un groupe actif de militants jeunes, les Juventudes Socialistas Monárquicas (JSM, Jeunesses Socialistes monarchistes), dirigé d'abord par López Fernández puis par Vicente Carreras. L'originalité de ces JSM semble avoir résidé dans le nombre assez important de jeunes filles adhérentes (probablement plus d'un tiers sur 1.500 adhérents) ainsi que dans la variété des thèmes abordés lors des conférences comme par exemple celle du 15 octobre 1930 à Barcelone sur « Politique, Jeunesse et Amour »...

L'activité débordante du PSMO autour de ses quatre thèmes de prédilection — *Paz, Cultura, Sanidad y Justicia* (Paix, Culture, Santé et Justice) — lui vaut des ralliements inattendus, comme celui, en 1926, de Luis Bulfi y Quintana. Ce dernier est un intellectuel d'extrême-gauche auteur, en 1906, de l'un des premiers manifestes malthusiens espagnols *¡Huelga de vientres!* (« La grève des ventres »), complété en 1907 et 1908 par deux ouvrages féministes, *La mujer esclava* (« La mère esclave ») et *La mujer pública* (« La fille publique »). Militant anarcho-syndicaliste au sein de la CNT, Luis Bulfi y Quintana est le premier à y introduire les notions de contrôle des naissances, de contraception et de droits de la femme. Il est salué aujourd'hui comme l'un des précurseurs de l'écologie humaine (Eduard Masjuan Bracons, *La ecología humana en el anarquismo ibérico*, Icaria, Barcelona 2000). Directeur du journal anarchiste *Salud y Fuerza* (« Salut et force ») en 1915, il rompt avec la centrale anarchiste en 1920 et adhère à la *Federación Anarquista Comunista de Cataluña* (FACC, Fédération Anarchiste Communiste de Catalogne) dont il devient un des dirigeants. Il justifie son ralliement au PSMO en expliquant que seul le Roi, par son statut et sa personnalité, peut maintenir la paix civile et développer la paix sociale dans un pays comme l'Espagne, sa neutralité le mettant au dessus des passions espagnoles (*La Vanguardia*, 23 janvier 1926).

En 1930, le PSMO en plein développement prend le contrôle de deux Bourses du Travail, l'une à Madrid, l'autre à Barcelone.

Mais la chute brutale et inattendue de la monarchie en 1931 entraîne la dislocation du parti. Un bon nombre de ses adhérents, dont Luis Bulfi y Quintana lui-même, se rallient à des formations plus « musclées » comme le *Círculo Social Tradicionalista* (CST, Cercle Social Traditionaliste) proche des carlistes.

L'existence du Partido Socialista Monárquico Obrero (Alfonso XIII) et des Juventudes Socialistas Monárquicas reste un sujet oublié de l'histoire politique espagnole. Tout comme l'apport d'une certaine pensée anarchiste à cette mouvance. On ne peut que s'interroger sur les suites qu'aurait connues une telle expérience si l'histoire lui avait donné l'occasion de se développer.

• Sylvain •



Le Partido Carlista : un monarchisme d'extrême-gauche ?



Nous avons déjà abordé le carlisme dans un numéro spécialement consacré au sujet (Voir *La Toile* n°5). Le thème général de ce numéro nous amène à y revenir partiellement à travers l'initiative du *Partido Carlista*.

La question qui se pose, en l'occurrence, n'est même plus de savoir si l'on peut-être royaliste de gauche, mais là, clairement, royaliste d'extrême-gauche...

Nous ne reviendrons pas sur l'histoire déjà longue et riche du carlisme. Il existe encore en Espagne un carlisme traditionnel, fidèle à l'image et à l'incarnation qui furent les siennes depuis sa naissance. Mais il existe aussi un carlisme plus inattendu, né dans la clandestinité et l'opposition au franquisme, et dont les évolutions doctrinales ont amené la création d'un parti, probablement du seul parti qui soit à la fois monarchiste et d'extrême-gauche.

Durant tout le temps qu'a duré la dictature du général Franco, celui-ci n'a eu de cesse d'instrumentaliser et d'affaiblir les alliés politiques qui avaient permis sa victoire lors de la Guerre Civile (1936-1939).

La Phalange espagnole fut ainsi la première à être « fonctionnarisée », tandis que des mouvements monarchistes comme *Renovacion Española* ou le *Partido Nacionalista Española*, des partis de la droite comme la CEDA ou les Agrariens étaient purement et simplement supprimés pour être fondus dans une Phalange fourre-tout, vidée de toute idéologie précise.

Toucher aux carlistes était une manœuvre plus complexe tant leur implication dans la guerre et la victoire avait été importante. Franco et son entourage entreprirent donc de marginaliser ce courant. Le Prétendant, Xavier de Bourbon-Parme fut plusieurs fois expulsé du pays, tandis que les activités du carlisme étaient sujettes à de fréquentes interdictions. C'est ainsi que finit par apparaître un carlisme antifranquiste qui trouva une première expression au sein d'un groupe fondé en 1958, la *Regencia Nacional y Carlista de Estella* (RENACE, Régence Nationale et Carliste d'Estella). Dans le même temps, le carlisme, qui avait toujours été un des piliers de l'Eglise catholique commençait à subir le contrecoup de certains excès du Concile de Vatican II. L'apparition des théories liées à la théologie de la libération allait avoir une influence décisive sur de nombreux jeunes carlistes opposés à la centralisation franquiste au nom des libertés locales. Dans le courant des années 60, Xavier de Bourbon-Parme commença à confier à son fils aîné, Carlos-Ugo, les rênes du carlisme.

Soutenu par la RENACE, influencé sur le plan spirituel par la théologie de la libération, fasciné par l'activisme naissant et marxisant de l'ETA basque dont beaucoup de militants de la première génération étaient issus de familles carlistes, Carlos-Ugo ne tarda pas à évoluer vers des positions de plus en plus à gauche, à une époque où, rappelons-le, la

plupart des sociétés occidentales étaient touchées par des phénomènes idéologiques qui allaient conduire aux révoltes des années 68-69...

Et c'est en 1969 justement que Carlos-Ugo fonda le *Partido Carlista*, visage d'un carlisme rénové et révolutionnaire.

Aux traditionnels slogans carlistes (Dieu, la patrie, les Fueros et le Roi), Carlos-Ugo et son PC substituèrent des slogans modernisés : Humanisme chrétien, Espagne confédérale, Libertés concrètes, Monarchie légitime. D'autres éléments vinrent s'ajouter comme la référence au socialisme autogestionnaire et à l'écologie rurale.

En 1970 et 1972, le *Partido Carlista* tint deux « Congrès du Peuple Carliste » à Arbonne en France, Congrès qui validèrent les nouvelles orientations.

Dès lors, et depuis la mort de Franco, le *Partido Carlista* se situe résolument à l'extrême-gauche de l'échiquier politique. C'est à son initiative que s'est créé en 1986 le mouvement *Izquierda Unida* (IU, Gauche Unie) rassemblant une large partie de l'extrême-gauche espagnole. Rassemblés autour du *Partido Carlista* se retrouvèrent alors le Parti Communiste d'Espagne, le Parti Socialiste Unifié de Catalogne, le

Parti d'Action Socialiste, la Gauche Républicaine, la Fédération Progressiste, le Parti Humaniste, le Parti Communiste des Peuples d'Espagne et le Collectif de l'Unité des Travailleurs-Bloc des Gauches Andalouses... En 2008, cette coalition a encore obtenu 969.946 voix (3,77%) et deux députés.

C'est encore à son initiative qu'en 1998, l'ensemble de la gauche et de l'extrême-gauche basques (dont les représentants légaux de l'ETA) a adhéré au Pacte d'Estella pour la paix, contre l'Europe et la globalisation.

L'influence intellectuelle et politique du *Partido Carlista* demeure forte même si ses résultats électoraux sont plutôt faibles (il faut cependant noter les 12.000 voix obtenues en 2007 à Madrid). La mort récente, en 2010, de son prétendant et initiateur Carlos-Ugo aura-t-elle un impact sur son évolution et sur l'évolution du carlisme en général ? La réponse est entre les mains du nouveau prétendant, Carlos Javier de Borbón-Parma (à droite sur la photo), né en 1970.

Le Partido Carlista est présidé par Feliciano Vélez, Maire de la commune de Puente la Reina (3.000 habitants) en Navarre. Il dispose d'une organisation jeune, les *Juventudes Carlistas*, très active.

• Sylvain •

Pour en savoir plus...

Page SYLMpedia de Carlos Ugo

http://wiki.sylm.info/index.php/Charles_Hugues_de_Bourbon_Parme

Site du Partido Carlista

<http://partidocarlista.com/>





Le Sihanoukisme, un socialisme royal... Entretien avec un dirigeant monarchiste

Rencontre avec un dirigeant monarchiste cambodgien qui a tenu à rester anonyme alors que le Prince Norodom Ranariddh (photo) vient d'annoncer son retour en politique.



Le Roi Norodom Sihanouk a longtemps été qualifié de « Prince Rouge », que pensez-vous de ce qualificatif ?

Ce sont les opposants au Roi et à son régime qui lui ont donné ce qualificatif, leurs amis américains leur ont probablement suggéré de jouer de cette corde anti-communiste alors très commode pour discréditer ceux qui ne voulaient pas entrer dans leur jeu. Mais je ne crois pas que cela ait réellement gêné Samdech — Monseigneur en khmer —, cela le flattait même plutôt. Le Roi a toujours tenu à son indépendance.

Le Sangkum Reastr Niyum était-il « socialiste » ?

La question est difficile, le terme socialiste ayant perdu de son sens d'alors. Force est de reconnaître que la tendance était aux « forces de progrès » et le Roi savait très bien qu'il ne lui fallait pas se laisser déborder sur sa gauche. Il a été parmi les initiateurs du Mouvement des non-alignés avec Nehru, Tito et Nasser !

Le Sangkum Reastr Niyum s'appuyait sur la doctrine du « Socialisme bouddhique », l'idée était de se servir des enseignements de la religion bouddhiste et de les appliquer au champ politique. Il s'agissait d'encourager la charité, le dévouement à la communauté et le respect des autres. Toutefois ce « socialisme » n'avait rien de révolutionnaire, et se basait avant tout sur les traditions du peuple khmer, sa religion et son respect pour l'institution royale. Il est possible aujourd'hui de dénoncer certains ratés, comme le fait que certains aient souvent profité du système, mais il reste que le Cambodge d'alors était cité comme une référence de développement dans la région et même dans le monde. Nombreux sont ceux qui, encore aujourd'hui, en conservent une certaine nostalgie.

Au Cambodge, le monarchisme est souvent associé au progressisme, les conservateurs se trouvant plutôt du côté républicain. Pourquoi ce positionnement étonnant ?

C'est simple. Comme souvent ce sont les milieux dirigeants, la bourgeoisie phnompenhoise, qui ont trahi leur Roi et rallié le camp américain. En Asie du Sud-Est les régimes républicains ont souvent été parmi les plus réactionnaires. Ce fut le cas au Cambodge avec la République khmère qui n'aura duré que quatre ans, le peuple se soulevant massivement contre elle. Qu'il s'agisse des républicains de droite d'un côté, ou des socialo-communistes de l'autre, leurs partisans ne représentaient qu'une minorité, mais soutenue par des puissances étrangères. Le Roi et ses fidèles étaient un obstacle à leur volonté de changement, de modernité à l'américaine ou de revanche sociale. Ils ont finalement livré notre pays à la guerre civile.

Certains idéaux républicains et même communistes répondaient à de vrais problèmes, mais comme souvent leur appétit révolutionnaire aura causé plus de mal que de bien.



Quel est aujourd'hui le positionnement des partis royalistes sur l'échiquier politique cambodgien ?

C'est justement l'absence de positionnement précis qui empêche tout renouveau électoral. Alors que nous devrions nous inspirer du « socialisme bouddhique » nous ne faisons au final que de la politique politicienne. Un « centre mou » comme l'on dit en France.

• propos recueillis par **Khemara** •



Sihanouk : Le socialisme bouddhique



Roi du Cambodge depuis le 23 avril 1941, Norodom Sihanouk (photo) décide d'abdiquer le 27 février 1955 afin de mener les réformes qu'il estime plus que nécessaires pour le développement de son pays à peine indépendant depuis deux ans.

Il fonde avec quatre mouvements monarchistes le *Sangkum Reastr Niyum* (Communauté socialiste populaire ou communauté pro-peuple) et le dote rapidement d'une doctrine qui mélange à la fois socialisme, nationalisme, populisme et bouddhisme. Il écrit à ce propos : « *le Seigneur Bouddha était le premier Socialiste que l'Humanité eût jamais connu [...] Notre Sangkum en réveillant notre peuple et en l'engageant dans une intense et continuelle croisade d'édification (...) fait de nous des guerriers convaincus et énergiques combattants pour notre idéologie nationale [...] pour permettre de lutter contre le sous développement, les injustices sociales, pour le relèvement du niveau de vie de notre peuple, le bonheur de celui-ci et sa joie de vivre dans la fraternité et la concorde* ».

Sihanouk entend désormais redistribuer les richesses, encourager le travail de la terre mais tout en appliquant certains préceptes conservateurs qui lui sont chers afin d'éviter de perdre son électorat bourgeois. Le succès sera au rendez-vous et le *Sangkum* raflera la majorité des sièges au Parlement. Norodom a su allier sur un seul vote masses laborieuses et bourgeoisie tout en flirtant avec un certain nationalisme religieux. Mais à travers son père Norodom Suramarit, élu Roi depuis son abdication, c'est bien Sihanouk qui gouverne.

En septembre 1957, il transforme l'Association des Scouts Khmers composée de 2000 membres en Jeunesse Socialiste Royale Khmère (JSRK). La JSRK se devra de fournir en tout lieu qu'il visitera des brigades d'acclamations pour le bien être de son leader *Samdedh'Euv* (Monseigneur Papa), avant d'être définitivement fondue en 1964 dans le *Sangkum*. Ses jeunes membres seront d'ailleurs les fidèles porte-parole du programme politique du Prince. De l'école primaire à l'enseignement secondaire, chaque élève est membre de la JSRK et deviendra cadre de l'administration royale. Sihanouk impose des congrès nationaux semestriels (créés pour établir un lien direct entre le peuple et le Prince) et des audiences populaires hebdomadaires afin de « *défendre les intérêts profonds du petit peuple* ».

Lorsqu'il annonce qu'il « *veut combattre le capitalisme en combattant la corruption, que son socialisme ne s'intéresse à l'argent que pour le consacrer aux travaux en faveur du peuple et qu'il lutte contre l'égoïsme (...)* », Sihanouk est aussitôt taxé de Prince Rouge par les médias américains qui lui reprochent notamment son rapprochement avec les chinois par sa politique de non alignement, d'autant plus que Norodom Sihanouk, en décidant d'aider également les Vietnamiens communistes à réaliser leur unification, perd tout soutien financier des Etats-Unis avec qui il rompt ses





relations diplomatiques en 1963. Ses alliés de droite, incarnés par le Général Lon Nol et le Prince Sirik Matak — cousin de Sihanouk — dominent pourtant toujours le *Sangkum*, acceptant mal la présence de communistes à leurs côtés, comme le théoricien Kieu Samphan.

Sihanouk (ci-dessus à droite avec Kieu Samphan, Hu Nim, Pol Pot, Hou Yuon et Ieng Sary à gauche) fustige les traitres (les Khmers bleus pro-américains et les Khmers Serei anti-monarchistes, ainsi que les communistes de Pol Pot et Kieu Saamphan qui rejoignent en 1967 le maquis) et avance son bilan économique pour justifier son autoritarisme (depuis la mort de son père en 1960 il est devenu Chef de l'Etat en lieu et place du titre de Roi) et sa croisade bouddhique. Il écrit qu'elle « *est l'ennemie de la paresse et de l'inertie* ». Il justifie encore son socialisme et ses décisions politiques en écrivant : « *Aux américains, nous avons dit et répété que leur doctrine du Free World ne nous gênait en rien à condition qu'ils ne cherchent pas à nous y convertir en particulier par des bombardements et des coups d'Etat* ».

S'il a du mal à contrôler les multiples coups de barres à gauche ou à droite de son parti, Norodom Sihanouk garde tout son prestige auprès des populations. Face à l'opposition de droite au sein de son parti, il accepte néanmoins de reprendre les relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Le Prince Sirik Matak comprend alors que le Cambodge n'obtiendra des investissements des pays étrangers et son redressement économique que si le régime en place est renversé. Un complot est alors organisé par le Prince Matak et le Premier Ministre Lon Nol (en poste depuis 1968) alors que Norodom Sihanouk est en cure médicale en France. Organisant des manifestations anti-vietnamiennes, les comploteurs accusent ouvertement le Chef de l'Etat d'avoir autorisé la présence des forces militaires vietnamiennes sur son sol. Le 18 mars 1970, le Parlement décide de destituer Sihanouk et de confier le pouvoir à Lon Nol (ci-dessous en 1974).

Le *Sangkum* ne survivra pas à la destitution de son fondateur en février 1971 et disparaîtra quelques mois plus tard, alors que l'Armée Révolutionnaire du Kampuchéa des Khmers Rouges avançait à marche forcée vers Phnom Penh, et la JSRK sera rattachée directement au Ministère de l'Education. Sihanouk, qui s'était rapproché des Khmers Rouges, avait fondé en exil le Front Uni National du Cambodge (FUNC). Il deviendra brièvement le Président de la future République du Kampuchéa Démocratique.

Malgré l'absolutisme incarné par Norodom Sihanouk, cette tentative socialiste à la cambodgienne a beaucoup marqué le pays qui y voit sa meilleure période de stabilité. Le bilan est éloquent : le retour de l'enseignement de la langue Khmère, l'éducation scolaire et les campagnes d'alphabétisation en hausse permettront au Cambodge d'obtenir une Palme d'Or de la part de l'UNESCO. L'industrie prendra son essor mais restera toutefois modeste en dépit des diverses aides économiques étrangères. Enfin, sa politique de neutralité permettra au Cambodge de se faire une place sur l'échiquier international.

En créant son parti, Norodom Sihanouk avait écrit : « *Le Sangkum soutient le Bouddhisme et sert la cause de son développement et de son autorité dans le pays car il veut que ses augustes préceptes soient suivis par tous les citoyens et en particulier par les serviteurs de l'Etat afin que cet Etat soit sain et progressiste. Il allume le flambeau du savoir puisqu'il construit une école et ouvre des classes dans chaque village même parmi les plus éloignés [...] C'est ainsi que notre socialisme se proclame pragmatique [face au marxisme des Khmers Rouges]* ».

Un héritage qui perdure encore actuellement au Cambodge.



• Loïc Marv-Laf •



Pour le Tsar et les Soviets : La tentation monarcho-bolchevik des Mladorossi (1923-1940)

La chute des Romanov et de la Russie impériale en février et mars 1917 provoque un fort émoi parmi les milieux russes exilés, certains d'entre eux vont aborder la question de la Restauration sous un angle inattendu.



Rassemblés en congrès à Munich en février 1923, les exilés se regroupent au sein d'une nouvelle organisation : les « Jeunes Russes » ou *Mladorossi* « *Molodaïa Rossiia* ». Le but premier est de donner aux jeunes émigrés une éducation qui repose sur le respect des traditions orthodoxes, le patriotisme et un code de l'honneur sourcilieux. A sa tête, un russe d'origine azérie de 21 ans, Alexander Kazembek (ci-dessus), qui a déjà combattu en Sibérie contre les communistes, et soutient le Grand Duc Cyrille (ci-dessous) comme prétendant au Trône. Mais si les exilés dans leur majorité souhaitent le retour de la monarchie, certains la veulent autoritaire et d'autres constitutionnelle. Alexander Kazembek quant à lui ne rejette pas la révolution bolchévique, au contraire, il la juge utile à la renaissance de la société russe : « *la solidarité fraternelle de toutes les jeunes forces russes exige de les former comme des combattants pour le salut et la renaissance du pays et l'avenir du service public (...) et des travailleurs* ».

Sans s'affirmer de gauche, le jeune Kazembek jette un pavé dans la mare. Il s'agit d'inculquer certains préceptes de la révolution à la future monarchie, afin que modernisée, celle-ci puisse conduire à un renouveau de la Russie. Un discours qui, s'il choque les conservateurs, plaît aux plus jeunes des exilés qui ont bien compris qu'ils ne doivent plus rien attendre de l'Europe de l'Ouest. « *L'avenir russe se trouve dans la Russie nouvelle, que nous appelons la Jeune Russie* » déclare alors Alexander Kazembek qui rêve son mouvement comme un second parti soviétique, révolutionnaire et monarchique.

En 1935 les *Mladorossi* connaissent leur apogée. Si le style s'inspire des grands messes fascistes, le programme est résolument d'inspiration socialiste, le discours monarchiste reste cependant prévalent. Le pouvoir communiste n'est pas reconnu comme unique, mais n'est qu'un jalon d'une société sur laquelle le Tsar



restauré continue de régner en tant que garant de la constitution et arbitre universel. Le corporatisme est loué, l'armée est appelée à exercer un pouvoir fort et l'orthodoxie est exaltée comme religion universelle.

Le prétendant Cyrille, avec lequel les relations étaient devenues difficiles, décède en 1938. Son successeur, Wladimir III (ci-dessus avec ses parents et sa sœur), voit en Alexander Kazembek un agent communiste. Une thèse que croiront sur parole les Allemands, qui ne manqueront pas, une fois Paris occupée, d'envoyer Kazembek et plusieurs de ses associés en camp de concentration. Cela ne les empêchera pas de faire miroiter au Grand Duc Wladimir la possibilité d'une restauration impériale en cas de succès de la Wehrmacht. En l'absence de son leader le mouvement périclité, certains de ses membres choisissent de rejoindre la résistance française, d'autres prennent l'uniforme allemand. Les *Mladorossi* ont disparu.



Finalement libéré, Alexander Kazembek s'exile aux Etats-Unis et travaille — selon certains — pour le compte des services secrets soviétiques. Il est finalement autorisé à rentrer en Russie en 1956, les autorités communistes le casent d'ailleurs auprès du patriarcat de Moscou. Tombé dans l'oubli à sa mort le 24 février 1977, Alexander Kazembek est considéré comme traître et collaborateur par ses anciens compagnons toujours en exil. La tentation communiste des monarchistes russes n'est alors déjà plus qu'un lointain souvenir.

• Loïc Marv-Laf •



Ces princes qui voient rouge

Tout au long de l'histoire, certains princes, prétendants ou non, ont choisi de briser les convenances et les codes de leur naissance. Intéressés aux questions sociales, alliés aux forces du « progrès » ou simplement socialistes par idéologie, ces « princes rouges » ont défrayé la chronique.

Napoléon Jérôme Bonaparte (1822-1891). Fils du Roi



Jérôme et neveu du premier Empereur de la dynastie des Bonaparte, le prince est vite surnommé « Plon-plon » par ses familiers. Le jeune prince est très proche de son cousin, le futur Napoléon III, qui multiplie les tentatives de prise de pouvoir. La République proclamée en 1848, plusieurs Bonaparte se font élire à l'assemblée nationale et parmi eux le prince, plus jeune des élus, qui siège, à la différence de ses cousins, à l'extrême-

gauche, ce qui lui vaut le surnom de « **prince de la Montagne** ». Il se tient à l'écart de la course au pouvoir de son cousin, de l'élection présidentielle au coup d'Etat de 1851. L'Empire restauré, le prince entend incarner l'aile gauche, anticléricale et populaire du bonapartisme triomphant. Tour à tour nommé sénateur, président de l'exposition universelle ou encore ministre des colonies, il combat aussi lors de la guerre de Crimée ou pour l'indépendance de l'Italie. Il tombe définitivement en disgrâce en 1865 après s'être prononcé publiquement pour l'empire libéral. La chute de l'Empire en 1870 ne met pas fin à ses ambitions, il est ainsi encore élu à deux reprises à l'assemblée. Toutefois il se place alors en franche opposition avec un parti bonapartiste désormais dirigé par le très conservateur Eugène Rouher. La mort du prince impérial en 1879 fait de lui l'héritier de l'Empire mais les bonapartistes se rallient majoritairement à son fils aîné le prince Victor, désigné comme son successeur par le prince impérial. Le conflit opposant le fils et le père mine les espoirs de restauration impériale. Le prince se distingue une dernière fois en 1883 — il est alors arrêté pour avoir fait placarder un manifeste bonapartiste dans Paris — avant d'être définitivement exilé. Il s'éteint en 1891.

Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999). En 1940, de son exil, le prince Henri succède à son père comme prétendant au trône de France. Il s'engage alors dans la légion étrangère mais ne combat pas, la défaite survenant trop tôt. De sa rencontre avec le maréchal Pétain à l'assassinat de Darlan, les actions du Comte de Paris au cours de la Deuxième Guerre Mondiale sont connues, le prince fait feu de tout bois et prend son indépendance vis à vis des organisations royalistes d'avant-guerre. C'est ainsi



que le Comte de Paris adopte une position de « prince rouge ». De sa « lettre aux travailleurs de France » dès après la Libération, à son soutien mitigé au Mouvement Socialiste Monarchiste, le prétendant se veut l'héritier de la pensée sociale du Comte de Chambord. « *Je ne conçois la monarchie qu'avec une base ouvrière et paysanne* » glisse-t-il dans l'un de ses nombreux bulletins. De retour d'exil en 1950, son soutien au général de Gaulle ne fera pas oublier ses prises de position plus sociales et certains royalistes de droite décideront d'aller chercher ailleurs un prince plus conforme à leurs idées. Ayant échoué à se faire désigner comme successeur du Général, le prince ne cache guère sa proximité idéologique avec les « maorassiens » de la Nouvelle Action Française. De même il se prononcera à plusieurs reprises en faveur de François Mitterrand, premier président socialiste de la V^{ème} République.

Souvine Souphanouvong (1909-1995). Fils du dernier vice-roi de Luang Prabang, le prince naît dans un environnement très politique, puisque ses deux demi-frères seront tous les deux, à des époques différentes, premier ministre du Royaume du Laos. La défaite française puis l'occupation japonaise entraînent le renouveau nationaliste des peuples de l'ex-Indochine. Le prince Souphanouvong, élevé en France puis au Vietnam, se rallie très vite aux thèses progressistes, et crée en 1950 le *Pathet Lao* avec le soutien des communistes chinois et vietnamiens. La rhétorique princière n'a alors rien à envier aux discours maoïstes. Et si celui que l'on appelle désormais « **prince rouge** » accepte de participer à un premier



gouvernement de coalition, c'est pour mieux rejoindre le maquis une fois la droite proaméricaine au pouvoir.



postes, purement honorifiques, de Président jusqu'en 1991, avant de décéder en 1995.

Carlos-Ugo (1935-2010). Issu de la famille des Bourbon-Parme, son père Xavier est désigné en 1936 comme le régent de la communauté carliste. L'Espagne est alors plongée en pleine guerre civile et Xavier prend le parti de Franco contre la République anti-cléricale.



Il sera toutefois rapidement déçu, le généralissime lui préférant le Comte de Barcelone. Son fils, à son tour régent depuis 1978, choisit d'emmener le Parti carliste sur une voie inédite. Socialisme autogestionnaire, régionalisme et fédéralisme, Carlos-Ugo se lance dans l'aventure politique au grand désarroi des plus conservateurs de ses partisans. Ces derniers se rallient alors à son frère cadet le prince Sixte qui fonde en réaction la Communauté Traditionaliste Carliste. Les deux partis n'obtiendront cependant guère de succès dans leurs diverses entreprises électorales. Une dernière fois, le 28 septembre 2003 à Arbonne, Carlos-Ugo réaffirme ses prétentions au trône espagnol et donne symboliquement à ses enfants des titres espagnols. Atteint d'un cancer, le prétendant meurt le 18 août 2010, laissant à son fils Charles un héritage politique inachevé.

Charles Napoléon (1950). Fils du prétendant impérial, le prince Charles choisit dans un premier temps de se plier à la politique familiale, c'est ainsi qu'il se marie à la princesse Béatrice de Bourbon des Deux-Siciles. Son divorce en 1989 entraîne la rupture avec son père, et l'entrée en politique du prince. Il se manifeste

une première fois en 1994 en soutenant la liste autonomiste corse de Max Simeoni. Le prince entend alors reprendre pied sur l'île d'origine du fondateur de la dynastie impériale. Se déclarant « républicain » le prince rompt avec son père. Au décès de ce dernier, le propre fils de Charles, le prince Jean-Christophe, est désigné comme nouveau prince Napoléon et prétendant. Le prince Charles, qui continue de se revendiquer chef de la Maison Impériale, entame son aventure politique en se présentant une première fois aux élections municipales d'Ajaccio, où il obtient 11% des voix. Il fait ensuite alliance avec une liste divers gauche qui lui permet d'être élu et de devenir premier adjoint au Maire et vice-président de la communauté d'agglomération, une victoire obtenue aux dépens de la majorité bonapartiste sortante. Il rallie ensuite le Modem de François Bayrou et se présente sous l'étiquette centriste aux élections législatives de 2007 dans la circonscription de Fontainebleau. Il obtient 8,76% des voix et ne passe pas le premier tour. Il se fait enfin élire conseiller municipal de Nemours avec 24,67% des voix, pour finalement démissionner de son mandat en 2008. Il a depuis écrit plusieurs ouvrages politiques.



Moulay Hicham (1964). Neveu du Roi Hassan II, et cousin de l'actuel Roi Mohammed VI, le prince Moulay est communément surnommé « le prince rouge » en raison de son engagement pour une démocratisation du régime politique du Maroc. Il a ainsi à plusieurs reprises critiqué l'institution monarchique marocaine, notamment via des tribunes dans la presse française. Le décès du Roi Hassan II pouvait laisser espérer un retour en grâce du prince maudit, ce dernier a au contraire depuis multiplié les prises de position en faveur d'une réforme radicale de la monarchie chérifienne et dénoncé l'inefficacité d'un gouvernement qui ne peut à long terme que « pousser l'opinion vers le programme des islamistes ». Le prince est désormais *persona non grata* au Palais et s'est volontairement exilé aux Etats-Unis.



• Khemara •

Afrique



Afrique du Sud, le 29 septembre 2010 : Le Roi des Zoulous **Goodwill Zwelithini** (photo) appelle publiquement son peuple à l'unité alors que l'Afrique du Sud traverse une grave crise politique et sociale : menaces sur la liberté de la presse, mainmise politique de l'African National Congress, tensions ethniques, etc.



Burundi, le 13 octobre 2010 : Le gouvernement et la Famille royale célèbrent de concert le 49^{ème} anniversaire de la mort du Prince Louis Rwagasore. La princesse Rosa Paula Mwambusta (photo), ancienne députée, remercie au cours d'une conférence de presse le président Nkurunziza pour avoir restitué les biens immobiliers du prince défunt aux membres de sa famille, elle demande par ailleurs l'ouverture d'une enquête internationale sur l'assassinat du Roi Ntare V en 1972.



Côte d'Ivoire, le 31 octobre 2010 : La dernière campagne électorale voit les différents candidats solliciter les soutiens des Rois et chefs traditionnels. C'est ainsi qu'Henri Konan Bédié, ancien Président de 1993 à 1999, reçoit le soutien du souverain des Baoulés Augustin Ndri III, Alassane Ouattara, le Premier Ministre de 1990 à 1993 et Prince héritier de l'Empire de Kong, bénéficie quant à lui de celui du Roi des Sanwi Amon Ndouffou V (photo). Les chefs traditionnels Bétés se sont eux manifestés pour le président sortant Laurent Gbagbo.



Egypte, le 18 septembre 2010 : Dans un entretien accordé au journal Wall Street, le Roi Fouad II avoue son souhait de revenir au Caire et d'y occuper un poste d'Ambassadeur Culturel pour l'Egypte. Il fait également part de ses doutes quant à une restauration de la monarchie, abolie par un coup d'état militaire en 1952.

Ouganda, le 11 septembre 2010 : Le Roi du Bouganda Mutebi II apparaît comme un arbitre dans une campagne présidentielle mouvementée. Le mouvement royaliste Suubi organise de son côté une cérémonie

d'hommage aux morts des émeutes monarchistes de septembre 2009. Les royalistes entendent ainsi rappeler au Président Yoweri Museveni qu'il doit son maintien au pouvoir depuis 1986 à leur soutien. Quelques semaines plus tard, le gouvernement autorise la réouverture de la Radio royaliste du Bouganda (CBS) fermée depuis les incidents de 2009.



Rwanda, le 9 octobre 2010 : Alors que les partisans de Kigeli V (photo) fêtent le 51^{ème} anniversaire de l'investiture du Mwami, ce dernier émet un communiqué regrettant le peu de liberté démocratique laissé à l'opposition par le gouvernement actuel. Les monarchistes rwandais considèrent toujours le Mwami comme leur souverain de droit, et regardent la république comme illégitime.

Amériques



Brésil, le 31 octobre 2010 : Aucun candidat monarchiste ne se présente lors des élections générales du pays continent. S'il n'y a plus de député monarchiste depuis 2003, la mouvance compte encore toutefois de nombreux élus locaux. Dom Bertrand (photo), 2^{ème} successeur à la couronne impériale de la Branche des Vassouras, a fait ouvertement campagne contre la candidate de l'extrême-gauche, Dilma Rousseff, relayé par certains mouvements d'extrême-droite catholique. Le prince a appelé les monarchistes à voter pour le candidat conservateur José Serra. Malgré tout, Dilma Rousseff a été élue Présidente avec 56 % des voix.

Asie



Afghanistan, le 25 octobre 2010 : Les premiers résultats officiels des dernières élections législatives sont mitigés pour les monarchistes. Si Pir Sayyid Ahmed Gailani (photo) est réélu député dans son fief tribal, son petit fils est quant à lui battu. A la tête du principal mouvement royaliste afghan le Mahaz-i Milli-yi Islami-yi Afghanistan (NIFA), la fa-

mille Gailani est à plusieurs reprises entrée au gouvernement, ses membres occupent toujours des fonctions officielles d'importance : président du Croissant Rouge Afghan, vice-président du Sénat, ministre des affaires tribales, conseiller au sein de la Loya Jirga, etc.



Cambodge, le 9 décembre 2010 : Après deux ans de retraite, le prince Norodom Ranariddh annonce son retour en politique. L'ancien Premier ministre et ancien Président de l'Assemblée nationale retrouve ainsi la présidence du Parti Nationaliste, redevenu pour l'occasion Parti Norodom Ranariddh. Le prince appelle les « royalistes et sihanoukistes » à s'unir autour de sa personne et d'un nouveau « Funcinpec 81 », en référence à l'année de création du mouvement royaliste par le Roi Norodom Sihanouk alors entré en résistance. Le Premier Ministre Hun Sen (photo) ne cache pas son mécontentement à l'annonce de ce retour, et menace de limogeage les membres royalistes du gouvernement qui se rallieraient au prince.



Emirat Arabes Unis, le 27 octobre 2010 : Décès du Sheikh de l'Etat du Ras Al Khaimah, Saqr Ben Mohamed Al Qassimi. Au pouvoir depuis un coup d'Etat sanglant en 1948, c'est son fils cadet Saoud Ben Saqr (photo) qui lui succède sur fond de crise de succession. En effet, destitué en 2003, son frère aîné Mohamed lui conteste le titre de Souverain.

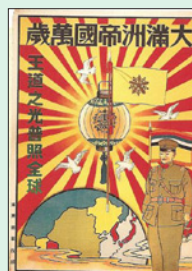


Irak, le 3 novembre 2010 : La princesse Nisreen Hachemite, petite fille du Roi Fayçal Ier, organise une marche en hommage aux chrétiens d'Irak tués par des insurgés islamistes la veille. Aux dernières élections législatives, malgré sa position de numéro deux sur une liste chiite, le prétendant au trône Sharif Ali (photo) a échoué à se faire élire au Parlement.



Japon, le 1^{er} décembre 2010 : Lors d'une conférence de presse pour ses 45 ans, le Prince Akishino se déclare favorable à un assouplissement de la loi de succession au Trône, ouvrant ainsi la voie aux femmes. En effet et suite à la naissance de son fils Hisahito (photo) en 2006, sa nièce, la princesse Aiko, fille unique du prince héritier Nahurito, a été écartée de la succession.

Koweït, le 19 octobre 2010 : Une radio qui avait critiquée la Famille royale est attaquée par un groupe de 150 personnes. Le Koweït est dirigé par Sabbah IV depuis 2006.



Mandchoukouo, le 18 septembre 2010 : Les monarchistes célèbrent le 78^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Mandchourie et de l'incident de Moukden. Le mouvement royaliste manifeste par ailleurs dans un bref communiqué son soutien au Japon dans la querelle qui oppose l'archipel à la Chine quant à la souveraineté des îles Senkaku. La Chine revendique ces îles attribuées au Japon par les Etats-Unis en 1972.



Népal, octobre et novembre 2010 : Le jeu de cache-cache entre les royalistes et les maoïstes de l'UPCN se poursuit dans un climat politique toujours très tendu. Le leader royaliste du *Rastriya Prajantatra Party Nepal* (RPP-N) Kamal Thapa (photo) annonce le 10 octobre la prochaine restauration de la monarchie alors que la Famille royale entame un tour du pays pour se joindre à différentes commémorations religieuses. Les maoïstes du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire réagissent immédiatement en appelant à l'interdiction de tous les partis monarchistes, jugés responsables de l'instabilité politique. Le 23 novembre, le même Kamal Thapa accuse l'Inde de complot visant à empêcher la formation d'un gouvernement d'union nationale, regroupant royalistes et maoïstes. Un tel projet a été depuis démenti par les dirigeants du Parti Communiste Unifié du Népal (UCPN).

Europe

Allemagne, le 25 novembre 2010 : Un sondage du journal Stern affirme que 13% des allemands sont favorables à la restauration monarchique dans le pays.



Autriche, le 1^{er} octobre 2010 : Le président fédéral Fischer (photo) annonce la prochaine révision de la loi anti Habsbourg qui empêche tous les membres de la Famille impériale qui n'ont pas renoncé à leurs droits dynastiques à se présenter à l'élection pré-

sidentielle. Candidat lors du dernier scrutin, le Comte Ulrich de Habsbourg-Lorraine a entamé une procédure auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme à ce sujet.

Autriche, le 12 novembre 2010 : Les monarchistes autrichiens organisent plusieurs manifestations publiques à Vienne à l'appel de la *Schwarz-Gelbe Allianz* (SGA).



Espagne, le 2 novembre 2010 : Le prince Baltasar de Casanova et Habsbourg (photo) annonce sa prochaine candidature aux élections parlementaires de Catalogne sous la bannière des *Ciudadanos* (le Parti des Citoyens), un parti de centre gauche opposé aux ultranationalistes catalans. Agé de 29 ans, le prince est le petit-fils du prétendant au trône Austro-Hongrois.



France, le 11 novembre 2010 : A Paris, sur les Champs-Élysées, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la manifestation parisienne organisée par les corps étudiantes et les lycéens qui bravaient ainsi l'interdiction des forces occupantes, plusieurs centaines de personnes menées par le Centre Royaliste d'Action Française et le Rassemblement pour l'Indépendance de la France se sont retrouvées, munies de nombreux drapeaux tricolores et fleurdelisés. Le même jour en province, des dizaines de délégations royalistes ont fleuri les nombreux monuments aux morts en hommage à leurs camarades tombés au champ d'honneur entre 1914 et 1918.



France, le 19 novembre 2010 : Le prince Jean, duc de Vendôme, préside à Paris l'assemblée générale de son association Gens de France. Le prince dresse notamment un bilan de l'année écoulée, marqué par son tour de France (visite de 23 villes) dans le cadre de la promotion de son livre. Il fait part de ses projets d'avenir : contribuer au bien de la France, favoriser les relations entre les personnes et retisser le lien social. A noter que le comédien Lorant Deutsch (photo), absent de la réunion, se manifeste par une vidéo spécialement conçue pour l'occasion. L'acteur, et par ailleurs auteur à succès, y fait part de ses convictions royalistes.

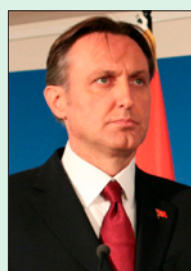
France, le 2 décembre 2010 : Double commémoration traditionnelle pour les Bonapartistes qui se rassemblent autour du prince Jean-Christophe Napoléon et du prince Joachim Murat à cette occasion : le sacre de Napoléon I^{er} et la victoire d'Austerlitz.



Grèce, le 21 septembre 2010 : Une marche des chauffeurs routiers contre le plan d'austérité imposé par le gouvernement grec tourne à la manifestation monarchiste lorsque les syndicalistes reconnaissent et acclament le Roi Constantin (photo) et la Reine Anne-Marie en promenade dans les rues d'Athènes. Un événement filmé et montré en boucle depuis sur le site Youtube.



Italie, le 22 septembre 2010 : Déjà innocenté en 2007 des accusations de corruption et de proxénétisme, le prince Victor Emmanuel IV de Savoie, prétendant à la couronne, est de nouveau acquitté par un tribunal romain des dernières accusations portées à son encontre.



Monténégro, le 5 octobre 2010 : Le président du Parlement, Ranko Krivokapic (photo), refuse de répondre aux questions des députés qui l'interrogent sur sa rencontre à Paris avec le prince héritier Nicolas II. Le dirigeant parlementaire a pour l'occasion utilisé un avion du gouvernement, provoquant l'ire de plusieurs députés. A noter que le 23 octobre, le Monténégro a rejoint l'Organisation internationale de la Francophonie, la France a marqué cet événement en restituant des archives royales datant de 1916.



Portugal, les 23 et 24 octobre 2010 : Le Parti Populaire Monarchiste (PPM) tient son 23^{ème} Congrès. A son issue, un Conseil de Sénateur du Royaume est créé et a pour but de rétablir les valeurs fondamentales et de faire connaître l'histoire du pays et du PPM aux jeunes générations. Paulo Estêvão (photo), Député à Madère, est réélu à la présidence du parti royaliste et s'engage à un retour du PPM au gouvernement, n'excluant pas, pour ce faire, une alliance avec les socialistes.

Vous avez connaissance d'une information concernant le monarchisme dans le monde ? Partagez-la avec les lecteurs de La Toile en la communiquant à veille@monarchiste.com



Roumanie, le 29 novembre 2010 : La princesse héritière Margarita reçoit au palais Elizabeth de Bucarest et tout le corps diplomatique étranger présent dans le pays, une cérémonie d'ordinaire réservée aux chefs d'Etat. Le 5 décembre suivant, la princesse participe officiellement aux côtés des plus hautes autorités aux commémorations organisées dans la ville de Brno pour les soldats tombés au champ d'honneur lors de la Seconde Guerre Mondiale. Quatre jours plus tard, la princesse est encore présente lors de l'inauguration de la statue équestre du Roi Carol I^{er} sur la place de la Révolution.



Tchéquie, le 16 octobre 2010 : Le mouvement Couronne Tchèque (*Koruna Ceska*) présente des candidats aux élections municipales et sénatoriales. Avec 15,914 voix et 0,02% des voix, les royalistes perdent leurs sièges municipaux et échouent, en dépit de leur accord avec l'alliance Plzenska, à entrer à la chambre haute, leurs candidats recevant respectivement 0.55 % et 1.35 % des suffrages.



Turquie, le 29 octobre 2010 : Le Comité de l'Agence pour la Culture interdit une réunion de 76 membres de la Famille impériale.



Royaume-Uni, le 9 décembre 2010 : Alors qu'ils se rendent au théâtre, le Prince de Galles, Charles (photo), et son épouse la Duchesse de Cornwall, font l'objet de jets de projectiles de la part d'étudiants qui manifestent violemment contre la hausse des forfaits universitaires ordonnée par le gouvernement.



Serbie, le 4 décembre 2010 : L'ancien Ministre des Affaires Etrangères, Vuk Drasković (photo) est réélu à la tête du Mouvement du Renouveau Serbe (SPO), membre de la coalition gouvernementale. Le SPO demande par ailleurs l'instauration d'un tribunal national pour juger les crimes communistes perpétrés entre 1944 et 2000.

Océanie



Tonga, le 26 novembre 2010 : Lors des élections pluralistes, 13 sièges sur 26 reviennent au Parti Démocratique d'une Île Amicale. 9 sièges sont réservés automatiquement à l'aristocratie suite à un accord entre le Roi Tupou V (photo) et les partis politiques lors de la réforme des institutions. Les autres sièges sont emportés par des candidats indépendants.

• Brèves collectées par **Loïc Marv-Laf** •

NEW

Toute La Toile dans votre iPhone !

SYLM a développé pour vous une version portable du site de La Toile afin de vous permettre d'accéder rapidement au contenu de votre choix. Plus de texte minuscule ni de menu interminable :

1. j'ouvre Safari... 2. je tape latoile.monarchiste.com... 3. je lis !

Et pour relire La Toile n'importe où, il vous suffit de sauvegarder chaque numéro dans votre bibliothèque iBooks !

La Toile pense à vous... pensez à La Toile !





Guillaume RUZOVIYO
Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire du Burundi

BURUNDI

Entretien exclusif avec S.E. Guillaume Ruzoviyo

Votre Excellence, on vous connaît au Burundi comme le Leader du Parti Monarchiste Parlementaire (PMP). Pouvez-vous nous parler de vous et votre parcours politique ?

Je suis effectivement le Président du Parti Monarchiste Parlementaire – PMP ABAGENDERABANGA. Je suis membre fondateur de ce parti, qui a été officiellement agréé le 12 janvier 2005 par le Ministre de l'Intérieur. C'est au cours de son Congrès constitutif que j'ai été élu Président de ce parti. Ma vie politique active a commencé réellement avec la mise sur pied du PMP, c'est-à-dire vers 1998.

Pourquoi avez-vous fait le choix de rejoindre la coalition gouvernementale lors des dernières élections générales de cette année, qui ont vu la réélection du Président Pierre Nkurunziza (photo), et ne pas avoir tenté une alliance avec le parti Abahuzza de la Princesse Kamatari ?



Le PMP a soutenu le CNDD-FDD depuis les élections de 2005. A cette époque, nous avons fait une déclaration dans laquelle nous expliquions les raisons qui nous ont poussés à ne pas participer à ces élections, et celles qui nous poussaient à exhorter les membres et sympathisants de notre parti à voter pour le CNDD-FDD (Conseil National de la démocratie- Force de Défense de la démocratie). Ils l'ont

d'ailleurs fait massivement.

Aujourd'hui, en 2010, nous aurions fait la même chose, et pour les mêmes raisons, mais une coalition est née pour soutenir le CNDD-FDD. C'est tout naturellement que nous y sommes entrés et nous avons participé activement à ces élections...

Les partis qui ont participé aux élections de 2010, individuellement ou sous forme de coalition, sont connus et ont été enregistrés à la CENI. Le parti Abahuzza n'en fait pas partie. Une coalition avec lui était dès lors impossible même si, au départ, notre objectif global est identique.

Par la même occasion, je voudrais rectifier une de vos affirmations : à ce que je sache, Esther Kamatari n'appartient plus au parti Abahuzza mais au parti de l'opposition MSD dirigé par Alexis Sinduhije [journaliste, ancien candidat à l'élection présidentielle



de 2010 et leader du Mouvement pour la Solidarité et la Sécurité-MSD].

Quel est l'état du PMP aujourd'hui au Burundi ? Comptez-vous des élus à ce jour ?

Le parti PMP se porte bien. Il devient de plus en plus connu, notamment grâce à la campagne électorale à laquelle il vient de participer aux côtés du parti CNDD-FDD lors des communales et des présidentielles.

Il est également connu pour sa participation aux législatives dans le cadre de la Coalition pour des Elections Libres, Apaisées et Transparentes (CELAT) qui n'a malheureusement pas pu obtenir d'élus parce qu'elle n'a pas eu les 5% requis au niveau national.

Vous avez été nommé récemment Ambassadeur du Burundi mais le lieu de votre représentation n'a pas encore été déterminé. Si vous aviez le choix, dans quelle ville souhaiteriez-vous représenter votre pays ?

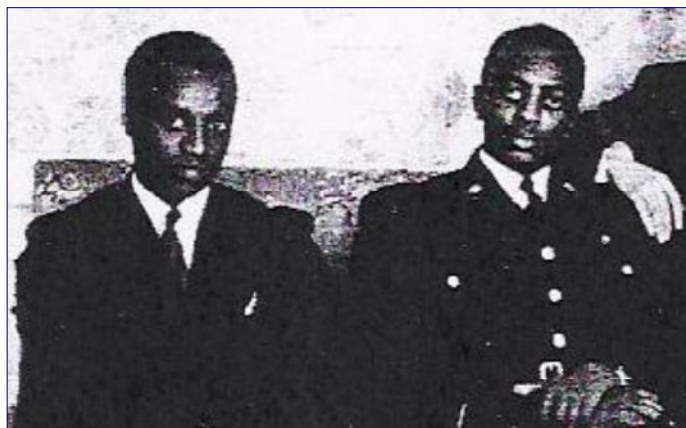
Le Président de la République m'a nommé Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Burundi. C'est un grand honneur pour moi et pour mon parti, et une marque de confiance à laquelle je m'efforcerai d'être digne n'importe où je serai affecté.

Plusieurs membres de la famille royale ont commémoré l'anniversaire de disparition du Prince Louis Rwagasore



(à droite sur la photo) au côté de membres du gouvernement. Que retenez-vous de l'action du Prince ?

Trente-neuf ans après sa disparition tragique après la victoire de son parti, qui augurait d'une indépendance qu'il ne verra pas, le Prince Rwagasore sert encore aujourd'hui de modèle à tous les dirigeants du Burundi. A l'occasion de la commémoration de cet anniversaire, ce 13 octobre, tous les hommes politiques, toutes tendances confondues, sont allés se recueillir avec ferveur sur sa tombe. C'est dire que les idéaux que le Prince a prôné font l'unanimité même si, en regardant l'histoire de notre pays, peu de politiciens ont pu les sauvegarder. Ce sont les idéaux de l'unité de tous les Burundi toutes ethnies confondues, de tolérance politique, d'amour de la patrie, de justice et de paix. Ce n'est pas un hasard si le Prince Rwagasore vient d'être officiellement élevé au rang de Héros de l'Indépendance du Burundi.



Pensez-vous que la monarchie puisse revenir un jour au Burundi ? Est-elle aujourd'hui un facteur important de stabilité face aux démons ethniques qui secouent l'Afrique en général ?

Pourquoi pas ? Nous avons des exemples de pays où la monarchie a été abolie mais où elle a été restaurée plus tard : l'Angleterre, l'Espagne... Il paraît que même en France, de Gaulle a été tenté de restaurer la monarchie en 1946 !

D'une façon générale, la monarchie peut constituer un recours quand l'identité nationale est engagée ou quand il y a des problèmes ethniques, régionalistes, religieux ou autres qui mettent en danger l'existence même d'une nation. En Afrique comme ailleurs. Les exemples sont nombreux dans le monde. Cependant, la lucidité et la responsabilité des hommes politiques est cruciale, pour faire le bon choix au moment qu'il faut. Au Burundi, l'article 4 de la Constitution nationale dit ceci : « Le statut et le rétablissement de la monarchie peuvent faire l'objet du référendum. Tout parti militant pacifiquement en faveur de la restauration de la monarchie a le droit de fonctionner ». Quand on sait que l'Histoire est un éternel recommencement, tout est possible.

Quel est, selon vous, le Prétendant le mieux placé pour le trône au Burundi ? La Princesse Kamatari (gauche) ou la Princesse Rosa Paula Iribagiza Mwambusta (droite) ?



A partir du moment où le dernier roi qui a régné sur le Burundi, le roi Ntare V, est mort sans laisser de descendance mâle, la monarchie burundaise a été décapitée. En effet, la succession au Burundi se fait de père en fils. C'est la loi.

La Princesse Rosa Paula est la sœur du dernier roi du Burundi tandis qu'Esther Kamatari est sa cousine. Indubitablement la première est plus proche du trône que la deuxième. Si nous respectons nos traditions, et je pense que nous devons le faire, ni l'une ni l'autre, ou leurs enfants, ne constitue une solution pour une éventuelle succession.

Je suis légitimiste et je crois personnellement que la succession ne pourra être assurée qu'avec l'aide des ABANYAMABANGA (« les gens des secrets royaux »), comme jadis, parmi lesquels on retrouvait autant de Bahutu et de Batutsi que de Baganwa. Comme un roi avait généralement plusieurs fils, à sa mort ce sont les ABANYAMABANGA qui désignaient le nouveau roi parmi les nombreux prétendants au trône qui ne manquaient pas. Aujourd'hui la situation successorale est toute autre parce que le roi Ntare V (ci-contre) n'a pas laissé de fils et elle demande plus que jamais une décision sagement mûrie.



• propos recueillis par **Loïc Marv-Laf** •

Pour en savoir plus...

Prince Rwagasore

http://wiki.sylm.info/index.php/Prince_Louis_Rwagasore

Parti Monarchiste Parlementaire

http://wiki.sylm.info/index.php/Parti_monarchiste_parlementaire_du_Burundi



ALLIANCE ROYALE

L'Alliance Royale a lancé sa campagne électorale en vue des élections cantonales du 20 mars 2011.



Le Président **Pierre Bernard** en a donné le coup d'envoi le 8 janvier dans le Val de Marne en apportant son soutien à la candidature de **Dominique Hamel**, délégué du Val de Marne et directeur politique de l'Alliance Royale, en rappelant qu'il existe des quantités de troisièmes voies face au bipartisme UMP-PS, et en pointant du doigt les faire-valoir que représentent les partis du second cercle de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. « *L'Alliance Royale est la seule voie qui puisse restituer à la France son honneur, sa grandeur, une France respectée parce que redevenue respectable et marquer une véritable rupture. Le combat de Dominique Hamel s'inscrit comme celui de tous nos militants et candidats dans d'autres cantons, dans cette volonté d'ouvrir les français à la possibilité du retour au royalisme. [...] Lorsque Dominique sera élu, il ne transformera pas le monde, pas même le département, mais il sera le haut parleur du royalisme dans le Val de Marne.* »

Ce discours est à retenir pour **Sandrine Pico** en Alsace, **Chantal de Thoury** dans la Nièvre, **Pascal Metzger** en Mayenne, **Robert de Prévoisin** en Indre et Loire et **Yves Méra** en Haute Saône.

Pierre Bernard rappelle que le conseiller général siège dans des services propres au département, et qu'il a de nombreuses possibilités de s'exprimer utilement auprès d'autorités qui sont tenues de l'écouter et de tenir compte de ses remarques. Les missions du conseiller général débordent de contacts humains passionnants avec les autorités politiques, les administrations, les agents économiques locaux, mais aussi avec les personnes vivant dans le canton. Les candidats s'engagent avec un esprit de « *gagners* ». Il ne s'agit pas de refaire le monde, mais d'aborder une étape enrichissante, utile et certainement efficace dans le rôle de l'homme politique au sens noble. Ils pèseront dans l'espace politique pour faire reconnaître l'alternative monarchiste comme la seule véritable alternative à l'échec patent de deux cent ans d'une république de plus en plus totalitaire.

Pour en savoir plus...
Site officiel de l'Alliance Royale
<http://www.allianceroyale.fr>



CONFERENCE MONARCHISTE INTERNATIONALE

LE SITE OFFICIEL DE LA CMI REGROUPE LES ORGANISATIONS, JOURNAUX, SITES ET BLOGS MONARCHISTES AYANT ADHÉRÉ À SA CHARTE. IL VOUS PERMET DE LES CONTACTER PLUS FACILEMENT ET VOUS TIENT INFORMÉ DES ACTIONS COMMUNES.



COMMUNAUTÉ SYLM

LE SITE DE LA COMMUNAUTÉ EST UN ESPACE INTERNATIONAL SÉCURISÉ D'INFORMATION, D'ÉCHANGES ET DE TRAVAIL, DÉDIÉ AUX MONARCHISTES ET AUX CURIEUX DÉSIREUX DE MIEUX CONNAÎTRE LA MOUVANCE, SES RÉALISATIONS ET SES PROJETS.



L'Etat des Lieux du Royalisme en France

LA DERNIÈRE ENQUÊTE SUR LE ROYALISME EN FRANCE DATAIT DE 1989... CET OUVRAGE APPORTE UN ÉCLAIRAGE NOUVEAU SUR CE QUE SONT RÉELLEMENT LES ROYALISTES AUJOURD'HUI PAR L'ANALYSE OBJECTIVE DE PRÈS DE DEUX MILLE RÉPONSES.



SYLM PASSPORT

LE PASSPORT SYLM EST UN PORTAIL DES SITES MONARCHISTES OU TRAITANT DU MONARCHISME DANS LE MONDE. IL VOUS DONNE ACCÈS À UN UNIVERS VARIÉ D'INFORMATION ET DE CULTURE. INSCRIVEZ-VOS PROPRES TROUVAILLES EN QUELQUES CLICS !



SYLMpedia

SYLMPEDIA EST LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE PARTICIPATIVE DÉDIÉE AU MONARCHISME. VOUÉE À DEVENIR LA MINE D'INFORMATION DONT NOUS AVONS BESOIN, ELLE ATTEND VOS CONTRIBUTIONS POUR GRANDIR UN PEU PLUS CHAQUE JOUR.



SYLM TV

LE MONARCHISME EN MOUVEMENT... VISIONNEZ LES ARCHIVES ET LES DOCUMENTS D'ACTUALITÉ SUR NOS QUATRE CHAINES THÉMATIQUES AINSI QUE SUR LES CHAINES DIFFUSÉES PAR NOS PARTENAIRES. DES HEURES D'IMAGES SÉLECTIONNÉES POUR VOUS.



REX APPEAL

IL EXISTE MILLE FAÇONS D'AFFICHER SES IDÉES. REX APPEAL VOUS PROPOSE DES VÊTEMENTS ET DES OBJETS MONARCHISTES ET ORIGINAUX POUR LES AFFIRMER AVEC STYLE OU AVEC HUMOUR TOUT AU LONG DE L'ANNÉE. POURQUOI SE PRIVER ?



LA TOILE

PUBLICATION DE LA CMI, LA TOILE VOUS EMMÈNE AUTOUR DU MONDE AU GRÉ DE DOSSIERS ORIGINAUX, TRAITÉS AVEC UN REGARD MONARCHISTE MAIS TOUJOURS DE FAÇON OBJECTIVE. REJOIGNEZ L'ÉQUIPE ET PARTICIPEZ À L'ESSOR DE NOTRE MAGAZINE !



par **Frédéric ANDRIEUX de ZARMA**
Secrétaire Général de SYLM

Diversifier pour mieux régner

« Qu'on soit de droite ou qu'on soit de gauche, on est toujours hémiplégique »
Raymond Aron

Il n'a pas tort, l'ami Raymond, et nous sommes bien placés pour le savoir puisque SYLM est sans doute la seule structure à vocation politique qui ne tient aucun compte de l'appartenance partisane de ses membres. C'est là — à notre avis — toute la richesse du monarchisme.

Bien sûr, le *vulgaire* croit encore que le monarchisme se limite à l'extrême-droite royaliste, catholique et contre-révolutionnaire ; à quelques perruques poudrées en mal de privilèges perdus et à quelques barres de fer en mal d'adolescence. Autant d'individus qui se rangent gentiment derrière Le Pen, Dupont-Aignan ou les Identitaires — de bons républicains — quand vient le temps du choix. C'est vrai. Le monarchisme c'est *aussi* ça mais ce n'est pas *que* ça, loin s'en faut.

Nous sommes fachos, gauchistes, républicains, royalistes, orléanistes, légitimistes, bonapartistes, cathos, musulmans, athées, aristos, roturiers, syndicalistes... mais nous sommes tous monarchistes parce que « nous considérons comme monarchiste toute nation, tout gouvernement, toute organisation ou tout individu prônant l'instauration ou la préservation d'un système politique organisé autour d'un pouvoir incarné et souverain, défenseur des libertés naturelles et disposant d'une indépendance accrue vis à vis des oligarchies, notamment économiques et politiques.¹ » C'est un fait, nous représentons la société dans son ensemble. Qui peut en dire autant ?

Alors il est d'autant plus triste de voir que cette diversité de pensées, de religions, d'ethnies et de classes n'a mené jusqu'à présent qu'à des stratégies fratricides entre royalistes et républicains ou entre royalistes eux-mêmes. L'Alliance Royale part aux élections ? Bravo ! La Nouvelle Action Royaliste attire les célébrités ? Bravo ! Tel monarchiste entre à l'UMP ou au PS ? Bravo ! L'Action française va défendre le Pape sur le parvis de Notre Dame ? Encore bravo ! France Bonapartiste en appelle à la démocratie directe ? Toujours bravo ! Si les modalités de fonctionnement du pouvoir et l'individu qui l'incarnera sont différents pour chacun d'eux, tous partagent des valeurs similaires dont le patriotisme — qui n'appartient pas à la Droite mais à tous les citoyens —, le rejet des oligarchies ou encore la primauté du facteur humain. Tous sont monarchistes.

C'est ensemble et par la force de notre diversité si représentative du Peuple de France que nous réformerons ce système un peu bancal, pour peu que nous ayons des propositions intelligentes et une seule voix qui porte partout : celle du monarchisme.

1. extrait de la Charte de la Conférence Monarchiste Internationale



par **Judith TAUBEL**
Administratrice de SYLM

Etre mais avoir été...

Début janvier une part de la classe politique française et de sa jumelle journalistique n'avait plus que ce mot à la bouche, nostalgie ! Nostalgie, quand tu nous tiens...

智

Il s'en est allé il y a quinze ans, l'avant-dernier des dinosaures, le dernier Président de gauche, François Mitterrand, qui en avril 1989 confiait au *Canard Enchaîné* : « *En politique on n'est le père de personne... On a quelques amis, parfois deux ou trois disciples, mais des enfants jamais* ». Pourtant, plus encore qu'à l'époque on voit fleurir au PS ses fils et filles

spirituels autoproclamés, chacun se réclamant d'une légitimité plus légitime, d'une filiation plus évidente, d'un héritage mieux conservé, d'une naphtaline plus authentique.

Se vouloir le garant d'un passé ou d'une stratégie ne semble pourtant pas suffisant en politique. Nous vivons dans un monde en perpétuel changement et il est évident qu'il n'est pas possible de participer à la vie d'un Etat sans s'adapter à l'évolution de la société. Comment pourrait-on prétendre gouverner – à quelque niveau que ce soit – si l'on n'est pas capable de mettre en harmonie les idéologies et le présent, les principes et le réel ? Vouloir maintenir le patrimoine intellectuel – d'un homme, d'un courant, d'un parti – sous une cloche à fromage vieillissante ne mène jamais à rien de bon. Il n'est simplement pas possible d'envisager que le principe du « *c'était mieux avant* », qui va généralement de pair avec les œillères de la mauvaise foi et du préjugé et qui voudrait que les combats d'arrière-garde soient ceux qui comptent aujourd'hui, puisse être pertinent.

Pour autant, il ne saurait être question de tomber dans le travers inverse. Le concept de *tabula rasa* développé par Aristote et repris notamment dans l'*Internationale* n'est pas compatible avec la *Res publica*. Nul ne naît vierge à la politique, l'esprit tel une tablette de cire inutilisée, le stylet à la main prêt à graver des idées sorties tout droit du néant. Nul ne peut – ou ne devrait – non plus y entrer avec la volonté de passer au lance-flammes tout ce qui a été fait et pensé précédemment, sous prétexte que ce qui est ancien est nécessairement faux et que l'on saurait mieux accéder à la Vérité. Déposséder un pays ou une Nation de son Histoire, quelle que soit la motivation invoquée, serait une simple aberration.

« *Une civilisation se construit par l'apport successif de générations prenant appui l'une sur l'autre comme les pierres d'un édifice* », écrivait André Frossard dans *Le Monde* de Jean-Paul II. La compréhension de son propre passé et de celui d'autrui, l'observation de faits tangibles et la prise en compte de l'expérience permettent, en allant du particulier au général, de se forger des opinions sensées puisque fondées sur le réel. L'analyse objective du patrimoine aide à ne pas reproduire les erreurs du passé, à ne pas trébucher sur des obstacles déjà rencontrés, à aller plus loin. L'utilisation conjointe de la réflexion et du savoir-faire, et donc des facultés rationnelles et expérimentales, est nécessaire à l'optimisation des héritages. L'organisation de la société doit découler de ce que l'Histoire nous apprend, vu au travers du prisme des réalités actuelles.

Allier l'empirisme et le pragmatisme, l'expérience et l'action, serait ainsi peut-être la meilleure façon de penser la France et d'œuvrer pour l'avenir.





par Catoneo
<http://royalartillerie.blogspot.com>

Rencontres royalistes... ce que nous en ferons

LIBRE PROPOS

Les Premières Rencontres Royalistes (PRR) — anciennement Assises — pourraient être l'occasion de définir un but commun pour les chapelles et les royalistes inorganisés, qui serait de mettre un jour un roi dans le domaine régalien, sans définir voies et moyens d'y parvenir, et surtout sans l'impliquer dans le débat social si nous ne voulons pas le « diviser » entre nous.

Comme avait dit Anna de Noailles à propos du Martégal : « *Qu'importe que l'on diffère d'opinion sur les hommes, les événements, les idées, si l'on est d'accord sur les dieux* ». Mais chacun de nous a ses « dieux » ; sa voie exclusive d'accès au trône, en plus d'avoir « son » prince indiscutable. Guidons-nous alors sur un phare loin en mer mais balisé sur la carte et laissons à chaque bateau le choix de sa route, la prise de ris, les virements de bord. En fin de course, les circonstances dramatiques de l'aubaine auront éclairci l'alternative et le choix n'en sera plus un.



Reste la question du nerf ! Il n'est pas de propagande aboutie sans moyens préalables, de gros moyens aujourd'hui. Les nouvelles structures d'influence sont des montages capitalistiques même quand elles combattent le Capital. A la louche et pour commencer, un million d'euros est à trouver pour créer quelque chose qui se voit, qui travaille l'Opinion et qui dure. On pourrait détailler l'assiette de « taxation » lors des PRR de printemps et mettre en concurrence des projets neufs, ou lancer un appel d'offres de structure. L'offre de Royal-Artillerie est connue : un portail web royaliste en libre-service pour les producteurs de contenu, une

« agence de presse » *pure player* et assez vite ensuite, un quotidien sur tablettes Internet avec en option un mensuel papier de réflexion (style Les Epées en moins rural comme maquette). A vous les studios !

Ces Premières Rencontres Royalistes seront ce que nous en ferons, mais n'anticipons pas les travaux accomplis. Au niveau individuel déjà, nous pouvons dire que, même en notre absence physique, si nous traduisons dans notre comportement quotidien de royaliste les recommandations auxquelles elles auront abouti, la situation du mouvement s'améliorera par capillarité. Pour nous mettre chacun dans l'axe d'une aimantation commune, convergeons simplement vers un roi dans un schéma institutionnel un peu plus précis, et quel que soit le résultat de ce consensus, nous pourrions chacun nous dire, j'ai fait de mon mieux.

Retrouvez l'article complet de Catoneo sur son blog :
<http://royalartillerie.blogspot.com>

Communiqué du G.L.R. 13 décembre 2010

Le Groupe de Liaison Royaliste organise les 18 et 19 juin 2011, dans les salles de l'USIC, 18 rue de Varenne, 75007 Paris des Rencontres sur le thème :

Pourquoi aimer la France ? Les royalistes prennent la parole

Ouvertes à tous les Français désireux d'en finir avec le discours « décliniste », elles seront l'occasion de rencontrer de nombreux invités lors de conférences et de tables rondes, avec participation du public, autour des thèmes suivants :

- les atouts de la France : bilan et prospective
- pour une politique durable : monarchie et démocratie directe
- question sociale : l'inégalité protectrice

Un site dédié permettra dans les prochains jours, à chacun de s'inscrire, de connaître les modalités pratiques et de suivre en direct l'évolution du projet.

Site du Groupe de Liaison Royaliste
<http://www.lesmanantsduroi.com/articles2/article61175.php>
 Site officiel des Rencontres
<http://www.rencontresroyalistes.fr>



par **Kutusov**
Chef de projet informatique

La paix sociale, objectif prioritaire dans la lutte politique

LIBRE PROPOS

Un numéro de la Toile sur les monarchistes de gauche ? Après un numéro sur Tintin ? Tout cela pourrait surprendre si l'Histoire n'abondait pas d'exemples de Princes, au sens de Machiavel, s'étant prêtés à cet exercice politique. Appréhender l'établissement d'un régime monarchiste ou royaliste, et pour ce qui nous intéresse en France, impose forcément de s'interroger sur la Société souhaitée. Changer de régime et bannir une République nécessite une réflexion particulière sur une révolution sociale et politique et sur la justice, qui sera le moteur de cette société. Bien avant de militer au sein du Cercle Jacques Bainville puis de l'Action française il y a vingt-cinq ans, j'avais une inclination naturelle à considérer comme principaux les intérêts de « ceux qui vivent de leur force de travail ». **Parce qu'ils sont les soutiens de tout changement durable, il est nécessaire de veiller à ce que les objectifs poursuivis permettent de les insérer dans le combat politique, puis dans la victoire.** Pour les rassembler, il convient d'être révolutionnaire dans le projet politique. Il est difficile d'entrevoir un avenir monarchiste ou royaliste qui serait construit à coup de messes ou de dynasties figées depuis les anciens temps : ce serait comme proposer du placebo pour guérir une maladie et reprocher ensuite au patient son manque de participation active à la cure !

La lutte politique demande une adaptation constante aux grandes lignes de la société qu'elle prétend défendre, ou dans le cas qui nous intéresse, qu'elle prétend conquérir. Intégrer le besoin de libérer le pouvoir suprême de la lutte politique des partis est essentiel, les mouvements royalistes ou monarchistes y puisent une force indéniable et y assoient, avec raison, leurs bases politiques. Le Roi est vu comme l'arbitre qui départage les avis contraires ou les intérêts divergents au nom de l'intérêt général. La paix sociale est le point de repère flagrant de toutes les révolutions depuis la fin du 18^{ème} siècle. **Rien ne s'est fait sans atteindre cette paix sociale, rien n'a duré si cette paix sociale s'est révélée illusoire, maquillée**

ou bâclée comme en Allemagne, en Italie ou en Russie.

L'actualité de l'enjeu est patente

Affublé du surnom de « Royco Bolcho » par mes camarades du CJB, je n'ai cessé de croire qu'il était nécessaire de revoir en profondeur les fondements sociaux des systèmes politiques défendus par les différents mouvements royalistes ou monarchistes. En plaçant la défense du pays en tête des impératifs et en subordonnant sans concession les intérêts particuliers aux intérêts nationaux, **les idées politiques royalistes ou monarchistes doivent se confronter à la question de l'organisation de la société française moderne, ses besoins, ses craintes, son avenir. Il existe alors**

deux façons de réagir : soit la reproduction à l'identique, impliquant de faire face aux mêmes problèmes qu'aujourd'hui, soit la réforme, qui sera d'autant plus brutale intellectuellement et socialement qu'elle devra assurer la paix sur le long terme.

Si les grands soirs de la révolution prolétarienne ne sont plus à l'ordre du jour, il n'en reste pas moins que la lutte contre le libéralisme est toujours d'actualité depuis le début de ce siècle. **L'opposition du Capital et du Travail a été remise à**

l'ordre du jour par ceux qui détiennent le Capital alors que les mouvements politiques de gauche ou d'extrême-gauche ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils furent. L'internationalisation de la répartition du travail a eu des effets dévastateurs sur de nombreuses sociétés. Les forces de production se sont localisées en fonction du coût, créant des économies boiteuses qui se construisent et s'écroulent du jour au lendemain sans crier gare ou presque. Les économies des nations se spécialisent à outrance. Lors d'un repas de famille, un invité s'exclamait : « **Bientôt toute la France sera une immense hôtellerie destinée à servir les princes du pétrole quand ils viendront se promener chez nous** ». L'agriculture française meurt, victime des réseaux de



distribution, l'industrie française disparaît au profit de pays maintenant otages de leur propre politique et condamnés à la pauvreté. La France devient un pays de bureaux et de conseillers. Dans les secteurs qui maintiennent l'économie et l'emploi à des niveaux supportables et viables, l'irruption des diplômés des écoles de commerce ou d'ingénieurs est devenue endémique. Formés aux principes du libéralisme et aux méthodes de management destructrices de l'Homme, ceux-ci n'ont plus de vision à long terme : les règles du libre marché sont chargées, miraculeusement, de tout rétablir au mieux. Le Travail est devenu l'ennemi du Bien : licencier plait aux investisseurs. **On ne fait pas « plus », on doit maintenant faire « autant » avec « moins » de moyens humains.**

Des politiques économiques et sociales anémiées

Investir est devenu une activité à très courte durée, à très courte vue. Il n'est plus question de gérer le capital humain, cela coûte trop : la progression sociale est maintenant soutenue par le changement d'employeur plus que par la reconnaissance du mérite. Même l'Education Nationale s'y met : des BTS sont proposés par des organismes privés, ceux-ci confiant leurs cours non plus à des professeurs mais à des contractants indépendants. Il n'est plus question d'investissements pour former les salariés les plus capables à de nouvelles responsabilités mais il est question de « centres de coûts ». Carlos Ghosn ferme des usines en France depuis son arrivée à la tête de Renault et se permet à l'été 2008 d'aller demander des aides de l'Etat à l'Elysée pour faire face à la crise qui éclate... Cela me rappelait la phrase d'Audiard : « *Les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît !* ». A l'époque, Mme Pécresse jurait que les industriels français étaient tenus par le Gouvernement grâce à un obscur comité stratégique chargé de soutenir (donc financer) la recherche technologique. Bien entendu, Renault a continué de délocaliser tout en empochant les millions d'euros !

Un travail incontournable

La réflexion sur la France actuelle, son organisation politique, **ne peut plus faire l'économie d'une refonte totale des vieilles théories sociales que les monarchistes et les royalistes peuvent soutenir.** Si cela n'était mené à bien, il est patent que le Roi sera l'otage de tout ce qui, aujourd'hui, détruit le tissu social de notre pays. Depuis le début du 19^{ème} siècle, toutes les révolutions, toutes tendances confondues, ont été

jugées par leur capacité à maintenir la paix sociale. En réussissant à remporter cette épreuve, elles ont duré. S'il est un fait historique à garder en mémoire pour penser l'avenir royaliste ou monarchiste, c'est bien celui-là. Les sociétés humaines ne sont pas des monolithes que l'on modèle à loisir, elles vivent, évoluent ou régressent mais elles gardent, en permanence, leur objectif principal qui est de vivre dans des conditions aussi bonnes que possible.

L'aspect « monarchie de gauche » apparaît bien plus incontournable que certains d'entre nous peuvent le croire : prendre le pouvoir est une chose, le garder et le pérenniser en est une autre, bien plus ardue et bien plus tranchante au regard de l'Histoire. On ne fera rien de bon avec des recettes éculées : **tout remettre en cause et tout reprendre avec des méthodes d'analyse modernes est, à mes yeux, le seul moyen de redresser la tête et de redevenir politiquement moderne.**



Γνώθι σεαυτόν*



QUESTIONS ANALYSES CHIFFRES

Ouvrage très attendu depuis la dernière enquête réalisée en 1989, cet état des lieux du royalisme analyse les réponses apportées par 1737 personnes représentatives du milieu royaliste au questionnaire mis à leur disposition par SYLM de février à juin 2009.

Face aux changements profonds qui marquent la communauté royaliste depuis 20 ans, ce repère indispensable vous permettra de mieux appréhender les attentes d'une mouvance désorganisée et méconnue mais plus que jamais ancrée dans la réalité sociale et politique de son temps.



Editions SYLM

editions@sylm.info
<http://www.sylm.info>

* *Connais-toi toi-même*